

ANNEX I

ANEXO I

ANNEXE I

RÈGLES DE PROCÉDURE AU TITRE DE L'ARTICLE 10.12 (EXAMEN PAR DES GROUPES SPÉCIAUX BINATIONAUX)

Partie I : Dispositions initiales et définitions (Règles 1 à 10)

Champ d'application

1. Les présentes Règles sont établies conformément à l'article 10.12.14 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord et s'appliquent à tous les examens effectués par des groupes spéciaux en vertu de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord. Les présentes Règles seront publiées au Canada dans la *Gazette du Canada*, au Mexique dans le *Diario Oficial de la Federación* et aux États-Unis dans le *Federal Register*.

Titre abrégé

2. Règles des groupes spéciaux binationaux au titre de l'article 10.12.

Objet

3. Les présentes Règles visent à donner effet aux dispositions du chapitre 10 (Recours commerciaux) de l'Accord relatives aux examens effectués par des groupes spéciaux en vertu de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord, et à faire en sorte que les groupes spéciaux rendent leur décision dans les 315 jours suivant le début de l'examen. Elles ont pour but d'assurer un examen équitable, rapide et peu coûteux des déterminations finales, en conformité avec les objectifs et les dispositions de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord. Un groupe spécial peut, lorsque se pose une question de procédure qui n'est pas visée par les présentes Règles, adopter par analogie avec celles-ci la procédure à suivre dans l'affaire dont il est saisi ou se reporter aux règles de procédure d'un tribunal qui aurait autrement eu compétence dans le pays importateur.

4. En cas d'incompatibilité entre les présentes Règles et les dispositions de l'Accord, l'Accord prévaut.

Définitions et interprétation

5. Pour l'application des présentes Règles :

Accord désigne l'accord signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique le 30 novembre 2018, tel qu'amendé;

acte de procédure désigne une demande d'examen par un groupe spécial, une plainte, un avis de comparution, un avis de changement d'adresse aux fins de signification, un avis de requête, un avis de changement d'avocat au dossier, un mémoire ou toute autre plaidoirie écrite déposée par un participant;

adresse aux fins de signification désigne, selon le cas :

- a) dans le cas d'une Partie, l'adresse déposée auprès du Secrétariat aux fins de signification, y compris l'adresse électronique accompagnant cette adresse;
- b) dans le cas d'un participant autre qu'une Partie, l'adresse de l'avocat au dossier de la personne, y compris l'adresse électronique accompagnant cette adresse, ou, si la personne n'est pas représentée par un avocat, l'adresse indiquée par le participant dans une demande d'examen par un groupe spécial, une plainte ou un avis de comparution comme étant l'adresse à laquelle les documents peuvent lui être signifiés, y compris l'adresse électronique accompagnant cette adresse;
- c) si un avis de changement d'adresse aux fins de signification a été déposé par une Partie ou un participant, l'adresse indiquée dans cet avis comme étant la nouvelle adresse aux fins de signification, y compris l'adresse électronique accompagnant cette adresse;

avocat désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, une personne habilitée à agir à titre d'avocat devant la Cour fédérale du Canada;
- b) au Mexique, une personne habilitée à agir à titre d'avocat devant le *Tribunal Federal de Justicia Administrativa*;
- c) aux États-Unis, une personne habilitée à agir à titre d'avocat devant un tribunal fédéral aux États-Unis;

avocat au dossier désigne l'avocat visé au paragraphe 1 de la Règle 26;

Code de conduite désigne le code de conduite établi par les Parties en application de l'article 10.17 (Code de conduite) de l'Accord;

demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, un engagement relatif à la communication de renseignements établi au moyen du formulaire prescrit, lequel peut être obtenu :

- i) si la détermination finale a été rendue par le président, auprès de celui-ci,
 - ii) si la détermination finale a été rendue par le Tribunal, auprès de celui-ci;
- b) au Mexique, un engagement relatif à la communication de renseignements établi au moyen du formulaire prescrit, lequel peut être obtenu auprès du Secrétariat de l'Économie (*Secretaría de Economía*);
- c) aux États-Unis, une demande d'ordonnance conservatoire établie :
- i) si la détermination finale a été rendue par la *International Trade Administration* du département du Commerce des États-Unis, au moyen du formulaire prescrit par cette administration et qui peut être obtenu auprès de celle-ci,
 - ii) si la détermination finale a été rendue par la *United States International Trade Commission*, au moyen du formulaire prescrit par cette commission et qui peut être obtenu auprès de celle-ci;

détermination finale désigne, dans le cas du Canada, une décision finale au sens du paragraphe 77.01(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée;

groupe spécial désigne un groupe spécial binational institué conformément à l'annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux) de l'Accord aux fins de l'examen d'une détermination finale;

jour férié, en ce qui concerne la section du Secrétariat d'une Partie, désigne le samedi, le dimanche et tout autre jour désigné par cette Partie comme jour férié pour l'application des présentes Règles et notifié par cette Partie à sa section du Secrétariat et par cette section aux autres sections du Secrétariat et aux autres Parties;

journal officiel désigne :

- a) dans le cas du gouvernement du Canada, la *Gazette du Canada*;
- b) dans le cas du gouvernement du Mexique, le *Diario Oficial de la Federación*;
- c) dans le cas du gouvernement des États-Unis, le *Federal Register*;

liste de signification désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, une liste composée de l'autre Partie en cause et :

- i) si la détermination finale a été rendue par le président, des personnes figurant sur la liste tenue par le président des personnes qui ont participé à la procédure devant le président et qui étaient des exportateurs ou des importateurs de marchandises du pays de l'autre Partie en cause ou des plaignants visés à l'article 34 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée,
 - ii) si la détermination finale a été rendue par le Tribunal, des personnes figurant sur la liste tenue par le Tribunal des parties à la procédure devant le Tribunal qui étaient des exportateurs ou des importateurs de marchandises du pays de l'autre Partie en cause, des plaignants visés à l'article 31 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou d'autres parties nationales dont l'intérêt à l'égard des conclusions du Tribunal concerne des marchandises du pays de l'autre Partie en cause;
- b) au Mexique ou aux États-Unis, la liste, tenue par l'organisme d'enquête, des personnes à qui un document a été signifié dans le cadre de la procédure qui a abouti à la détermination finale;

ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive désigne :

- a) dans le cas du Canada, une ordonnance relative à la communication de renseignements rendue par le président ou le Tribunal à la suite d'une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive;
- b) dans le cas du Mexique, une ordonnance relative à la communication de renseignements rendue par le Secrétariat de l'Économie (*Secretaría de Economía*) à la suite d'une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive;
- c) dans le cas des États-Unis, une ordonnance conservatoire rendue par la *International Trade Administration* du département du Commerce des États-Unis ou par la *United States International Trade Commission* à la suite d'une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive;

organisme d'enquête désigne l'organisme d'enquête compétent au sens de l'article 10.8 (Définitions) de l'Accord qui a rendu la détermination finale faisant l'objet de l'examen, y compris, s'agissant de la délivrance, de la modification ou de la révocation d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive, toute personne autorisée par cet organisme;

participant désigne toute personne, parmi les personnes suivantes, qui dépose une plainte conformément à la Règle 44 ou un avis de comparution conformément à la Règle 45 :

- a) une Partie;
- b) un organisme d'enquête;
- c) une personne intéressée;

Partie désigne le gouvernement du Canada, le gouvernement du Mexique ou le gouvernement des États-Unis;

personne désigne, selon le cas :

- a) un individu;
- b) une Partie;
- c) un organisme d'enquête;
- d) un gouvernement d'une province, d'un État ou d'une autre subdivision politique du pays d'une Partie;
- e) un ministère, une agence ou un organisme d'une Partie ou d'un gouvernement visé à l'alinéa d);
- f) une société de personnes, une personne morale ou une association;

personne intéressée désigne une personne qui, en vertu des lois du pays où a été rendue une détermination finale, serait habilitée à comparaître et à être représentée dans le cadre d'un examen judiciaire de la détermination finale;

plaignant désigne une Partie ou une personne intéressée qui dépose une plainte conformément à la Règle 44;

première demande d'examen par un groupe spécial désigne :

- a) dans le cas où une seule demande d'examen par un groupe spécial est déposée relativement à une détermination finale, cette demande;
- b) dans le cas où plusieurs demandes d'examen par un groupe spécial sont déposées relativement à la même détermination finale, la demande déposée en premier;

président désigne le président de l'Agence des services frontaliers du Canada nommé conformément au paragraphe 7(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*, dans

sa version modifiée, y compris toute personne autorisée à exercer les pouvoirs ou les fonctions conférés au président par la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée;

preuve de signification désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada ou au Mexique :
 - i) soit un affidavit de signification précisant qui a signifié le document, la date de la signification, l'endroit où a été faite la signification et le mode de signification,
 - ii) soit un accusé de réception de la signification signé par un avocat au nom d'un participant, précisant le nom de la personne qui a signifié le document, la date de la signification, le mode de signification et, si l'accusé de réception est signé par une personne autre que l'avocat, le nom de cette personne suivi d'une mention indiquant qu'elle signe à titre de mandataire de l'avocat;
- b) aux États-Unis, une attestation de signification précisant la date et le mode de signification et le nom de la personne à qui la signification a été faite, signée par la personne qui a effectué la signification;

renseignements de nature exclusive désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, les renseignements visés au paragraphe 84(3) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou au paragraphe 45(3) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, dans sa version modifiée, et qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation au caractère confidentiel de la part de la personne qui les a désignés ou communiqués;
- b) au Mexique, l'*informacion confidencial* au sens de l'article 80 de la *Ley de Comercio Exterior* et de ses règlements d'application;
- c) aux États-Unis, les renseignements qui constituent des renseignements commerciaux de nature exclusive au sens de l'alinéa 777f) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, et de tout règlement d'application de cette loi;

renseignements gouvernementaux désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, les renseignements :

- i) dont la communication porterait préjudice aux relations internationales ou à la défense ou à la sécurité nationales,
 - ii) qui constituent des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ou
 - iii) qui sont contenus dans la correspondance échangée à titre confidentiel entre des gouvernements;
- b) au Mexique, les renseignements dont la communication est interdite par les lois et les règlements du Mexique, y compris :
- i) les données, les statistiques et les documents ayant trait à la sécurité nationale et aux opérations stratégiques pour le développement scientifique et technologique,
 - ii) les renseignements contenus dans la correspondance échangée à titre confidentiel entre des gouvernements;
- c) aux États-Unis, les renseignements désignés conformément au décret-loi n° 12065 ou à tout décret qui le remplace;

renseignements protégés désigne, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- a) au Canada, les renseignements de l'organisme d'enquête qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat en vertu des lois du Canada, ou qui sont protégés du fait qu'ils font partie du processus de délibération relatif à la détermination finale, et qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation à une telle protection;
- b) au Mexique :
 - i) les renseignements de l'organisme d'enquête qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat en vertu des lois du Mexique,
 - ii) les communications internes entre les fonctionnaires du Secrétariat de l'Économie (*Secretaría de Economía*) responsables des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, ou les communications entre ces fonctionnaires et d'autres fonctionnaires, lorsque ces communications font partie du processus de délibération relatif à la détermination finale;
- c) aux États-Unis, les renseignements de l'organisme d'enquête qui, en vertu des lois des États-Unis, sont protégés par le secret professionnel de l'avocat ou par le privilège dont bénéficient le produit du travail de l'avocat ou le processus de

délibération du gouvernement, et qui n'ont pas fait l'objet d'une renonciation à une telle protection;

secrétaire désigne le secrétaire de la section des États-Unis du Secrétariat, le secrétaire de la section mexicaine du Secrétariat ou le secrétaire de la section canadienne du Secrétariat, y compris toute personne autorisée à agir au nom du secrétaire;

secrétaire responsable désigne le secrétaire du Secrétariat responsable;

Secrétariat désigne le Secrétariat établi en vertu de l'article 30.6 (Secrétariat) de l'Accord;

Secrétariat en cause désigne la section du Secrétariat située dans le pays d'une Partie en cause;

Secrétariat responsable désigne la section du Secrétariat située dans le pays où a été rendue la détermination finale faisant l'objet de l'examen;

Tribunal désigne le Tribunal canadien du commerce extérieur ou son successeur, y compris toute personne autorisée à agir au nom de ce tribunal.

6. Les définitions figurant à l'article 10.8 (Définitions) de l'Accord sont incorporées aux présentes Règles.

7. Tout avis requis en application des présentes Règles est communiqué par écrit.

Code de conduite

8. Les candidats dont la nomination en tant que membres d'un groupe spécial est envisagée, les membres des groupes spéciaux et leurs adjoints ainsi que les membres du personnel doivent se conformer au Code de conduite établi en vertu de l'article 10.17 (Code de conduite) de l'Accord.

9. Le Secrétariat responsable fournit un exemplaire du Code de conduite à chaque candidat dont la nomination en tant que membre d'un groupe spécial est envisagée, et à chaque individu sélectionné en tant que membre d'un groupe spécial ainsi qu'à ses adjoints et aux membres de son personnel.

10. Si un participant estime qu'un membre, un adjoint ou un membre du personnel d'un membre d'un groupe spécial enfreint le Code de conduite, il en informe immédiatement, par écrit, le secrétaire responsable. Le secrétaire responsable avise dans les plus brefs délais l'autre secrétaire en cause et les Parties en cause des faits reprochés.

Partie II : Dispositions générales (Règles 11 à 37)

Durée et portée de l'examen par un groupe spécial

11. L'examen par un groupe spécial commence le jour où la première demande d'examen par un groupe spécial est déposée auprès du Secrétariat et se termine le jour où prend effet l'avis de clôture de l'examen par un groupe spécial.

12. L'examen par un groupe spécial se limite :

- a) aux allégations d'erreur de fait ou de droit, y compris toute contestation de la compétence de l'organisme d'enquête, contenues dans les plaintes déposées dans le cadre de l'examen par le groupe spécial;
- b) aux questions de procédure et de fond soulevées en défense dans le cadre de l'examen par le groupe spécial.

Responsabilités du Secrétariat

13. Les bureaux du Secrétariat sont ouverts au public pendant les heures normales de bureau, soit de 9 h à 17 h du lundi au vendredi, à l'exception :

- a) dans le cas de la section des États-Unis du Secrétariat, des jours fériés de cette section;
- b) dans le cas de la section canadienne du Secrétariat, des jours fériés de cette section;
- c) dans le cas de la section mexicaine du Secrétariat, des jours fériés de cette section.

14. Le secrétaire responsable fournit les services de soutien administratif pour chaque examen par un groupe spécial et prend les dispositions nécessaires en vue des procédures orales et des réunions de chaque groupe spécial, en assurant, au besoin, les services de traduction simultanée.

15. 1) Chaque secrétaire doit tenir un dossier pour chaque examen d'un groupe spécial. Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4, le dossier doit comprendre soit les originaux soit des copies de tous les documents déposés dans le cadre de l'examen du groupe spécial, que ces documents soient ou non déposés en application des présentes Règles.

2) Le numéro de dossier attribué à une première demande d'examen par un groupe spécial doit correspondre au numéro de dossier du Secrétariat pour tous les documents déposés ou délivrés dans le cadre de cet examen. Le Secrétariat doit apposer, sur chaque document déposé, une estampille indiquant la date et l'heure de réception.

3) Si, après la communication de l'avis de formation d'un groupe spécial visé à la Règle 47, un document qui n'est pas mentionné dans les présentes Règles ou qui n'est pas conforme à celles-ci est déposé, le secrétaire responsable peut renvoyer la question du dépôt non autorisé au président du groupe spécial afin de solliciter ses directives, à condition que ce pouvoir ait été délégué par le groupe spécial à son président conformément au paragraphe 2 de la Règle 22.

4) Lorsqu'il est saisi de la question visée au paragraphe 3, le président peut donner pour instruction au secrétaire responsable :

- a) soit de conserver le document au dossier, sans préjudice d'une éventuelle requête en radiation du document;
- b) soit de retourner le document à la personne qui l'a déposé, sans préjudice d'une éventuelle requête en autorisation de déposer le document.

16. 1) Le secrétaire responsable fait parvenir à l'autre secrétaire en cause toutes les ordonnances et décisions rendues par le groupe spécial. Le secrétaire responsable fait également parvenir à l'autre secrétaire en cause une copie de tous les documents déposés au bureau du secrétaire responsable qui ne sont pas clairement identifiés comme étant des documents protégés ou de nature exclusive conformément aux dispositions de l'alinéa 2b) de la Règle 48 et de l'alinéa 1a) de la Règle 60.

2) Si un Secrétariat en cause présente une demande écrite au secrétaire responsable afin d'obtenir des documents protégés ou de nature exclusive, le secrétaire responsable lui fait parvenir ces documents sans délai.

17. Si un secrétaire responsable est tenu de publier un avis ou un autre document dans les journaux officiels des Parties en cause en application des présentes Règles, le secrétaire responsable et l'autre secrétaire en cause font publier l'avis ou le document dans le journal officiel du pays dans lequel cette section du Secrétariat est située.

18. 1) Chaque secrétaire et chaque membre du personnel du Secrétariat dépose, avant d'entrer en fonction, une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive auprès du président, du Tribunal, du Secrétariat de l'Économie (*Secretaría de Economía*), de la *International Trade Administration* du département du Commerce des États-Unis et de la *United States International Trade Commission*.

2) L'organisme d'enquête concerné délivre au secrétaire ou au membre du personnel du Secrétariat qui dépose une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive conformément au paragraphe 1 une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive.

19. 1) Le secrétaire responsable dépose auprès de l'organisme d'enquête, physiquement sous forme d'original accompagné de toute copie supplémentaire requise ou par voie électronique, toute demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive et toute modification apportée à celle-ci déposées par un membre d'un groupe spécial, un adjoint d'un membre d'un groupe spécial, un sténographe officiel, un interprète ou un traducteur conformément à la Règle 51.

2) Le secrétaire responsable veille à ce que, préalablement à son entrée en fonction dans le cadre d'un examen par un groupe spécial, chaque membre du groupe spécial, chaque adjoint d'un membre d'un groupe spécial, chaque sténographe officiel, chaque interprète et chaque traducteur dépose auprès du Secrétariat responsable une copie d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive.

20. Si un document contenant des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés est déposé auprès du Secrétariat responsable, chaque secrétaire en cause veille à ce que :

- a) le document soit stocké, conservé, manipulé et distribué conformément aux dispositions de toute ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive qui s'applique;
- b) il soit clairement indiqué sur l'enveloppe intérieure ou la page de couverture du document que celui-ci contient des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés, selon le cas;
- c) l'accès au document soit restreint aux fonctionnaires et à l'avocat de l'organisme d'enquête dont la détermination finale fait l'objet de l'examen, ainsi que :
 - i) dans le cas des renseignements de nature exclusive, à la personne qui a communiqué les renseignements de nature exclusive à l'organisme d'enquête ou à l'avocat de cette personne, et à toute personne qui s'est vu accorder l'accès à ces renseignements aux termes d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive visant le document,
 - ii) dans le cas des renseignements protégés déposés dans le cadre d'un examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue aux États-Unis ou au Canada, aux personnes auxquelles les renseignements doivent être communiqués aux termes d'une ordonnance rendue par le groupe spécial en application de la Règle 56, si ces personnes ont déposé auprès du Secrétariat responsable une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive visant le document.

21. 1) Chaque secrétaire permet à toute personne l'accès aux renseignements contenus dans le dossier d'un examen par un groupe spécial qui ne sont pas des renseignements de nature

exclusive ou des renseignements protégés et, sur demande et moyennant paiement des frais applicables, fournit des copies de ces renseignements.

2) Conformément à l'alinéa c) de la Règle 20 et aux dispositions de l'ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou de l'ordonnance du groupe spécial applicable, chaque secrétaire :

- a) d'une part, permet l'accès aux renseignements de nature exclusive ou aux renseignements protégés contenus dans le dossier d'un examen par un groupe spécial;
- b) d'autre part, moyennant paiement des frais applicables, fournit une copie des renseignements visés à l'alinéa a).

3) Aucun document déposé dans le cadre d'un examen par un groupe spécial ne peut quitter les bureaux du Secrétariat, sauf dans le cours ordinaire des activités du Secrétariat ou conformément aux directives d'un groupe spécial.

Gestion interne des groupes spéciaux

22. 1) Un groupe spécial peut adopter ses propres procédures internes relatives aux questions administratives courantes, à la condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec les présentes Règles.

2) Un groupe spécial peut déléguer à son président :

- a) le pouvoir d'autoriser ou de refuser le dépôt de documents conformément au paragraphe 4 de la Règle 15;
- b) le pouvoir d'accueillir les requêtes auxquelles tous les participants ont consenti, à l'exception des requêtes déposées en application de la Règle 25 ou de la Règle 56, des requêtes en vue du renvoi d'une détermination finale, ou des requêtes qui sont incompatibles avec une ordonnance ou une décision rendue antérieurement par le groupe spécial.

3) Toute décision du président visée au paragraphe 2 est rendue sous forme d'ordonnance du groupe spécial.

4) Sous réserve de l'alinéa b) de la Règle 31, les réunions d'un groupe spécial peuvent se tenir par téléphone ou par vidéoconférence.

23. Seuls les membres du groupe spécial peuvent prendre part aux délibérations du groupe, qui se déroulent à huis clos et demeurent secrètes. Le personnel des Secrétariats en cause et les adjoints des membres du groupe spécial peuvent y assister si le groupe spécial l'autorise.

Calcul des délais

24. 1) Dans le calcul de tout délai fixé par les présentes Règles ou par une ordonnance ou une décision d'un groupe spécial, le jour à partir duquel le délai commence à courir ne compte pas et, sous réserve du paragraphe 2, le dernier jour du délai compte.

2) Si le dernier jour d'un délai calculé conformément au paragraphe 1 est un jour férié du Secrétariat responsable ou tout autre jour où les bureaux de cette section sont fermés sur ordre du gouvernement ou en raison de circonstances imprévues indépendantes de la volonté de cette Partie, ce jour et tout autre jour férié du Secrétariat responsable suivant immédiatement ce jour ne comptent pas dans le calcul du délai.

25. 1) Un groupe spécial peut proroger tout délai fixé par les présentes Règles si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le respect du délai causerait une injustice ou un préjudice à un participant ou entraînerait la violation d'un principe juridique général du pays où la détermination finale a été rendue;
- b) le délai n'est prorogé que dans la mesure nécessaire pour éviter l'injustice, le préjudice ou la violation du principe juridique;
- c) quatre des cinq membres du groupe spécial souscrivent à la décision de proroger le délai;
- d) en prorogeant le délai, le groupe spécial tient compte de l'objet des présentes Règles consistant à assurer un examen équitable, rapide et peu coûteux des déterminations finales.

2) Un participant peut demander la prorogation d'un délai en déposant un avis de requête au plus tard le dixième jour précédant le dernier jour du délai. Toute réponse à l'avis de requête est déposée au plus tard sept jours après le dépôt de l'avis de requête.

3) Un participant qui n'a pas demandé la prorogation d'un délai conformément au paragraphe 2 peut déposer un avis de requête pour obtenir l'autorisation de déposer des documents en dehors du délai prévu, lequel expose les raisons pour lesquelles un délai supplémentaire est nécessaire et les raisons pour lesquelles le participant ne s'est pas conformé aux dispositions du paragraphe 2.

4) En règle générale, le groupe spécial statue sur la requête visée au paragraphe 3 avant le dernier jour du délai dont la prorogation est demandée.

Avocat au dossier

26. 1) Un avocat qui signe un document déposé en application des présentes Règles au nom d'un participant est l'avocat au dossier du participant à compter de la date de dépôt jusqu'à ce qu'un changement d'avocat soit effectué conformément au paragraphe 2.

2) Un participant peut changer d'avocat au dossier en déposant auprès du Secrétariat responsable un avis de changement d'avocat au dossier signé par le nouvel avocat, accompagné d'une preuve de signification de cet avis à son avocat antérieur et aux autres participants.

3) Un participant qui n'est pas une personne physique doit être représenté par un avocat au dossier.

Dépôt, signification et communications

27. 1) Sous réserve du paragraphe 1 de la Règle 50, de la Règle 51, du paragraphe 1 de la Règle 54, du paragraphe 3 de la Règle 56 et de l'alinéa 2a) de la Règle 77, un document est déposé auprès du Secrétariat lorsque le Secrétariat responsable reçoit, pendant ses heures normales de bureau et à l'intérieur du délai fixé pour le dépôt, un original et deux copies du document sous forme physique, ou lorsque le document est déposé par voie électronique.

2) Le Secrétariat responsable fait également parvenir, physiquement ou par voie électronique, un accusé de réception à la partie qui a déposé le document.

3) L'envoi de l'accusé de réception conformément au paragraphe 2 ne constitue pas une renonciation aux délais fixés pour le dépôt ou une reconnaissance de la validité du dépôt au regard des présentes Règles.

28. Le secrétaire responsable est chargé de la signification des documents suivants, qui peut être faite par une notification électronique si les Parties en cause ont souscrit à une plateforme de dépôt électronique qu'utilise le Secrétariat responsable :

- a) des avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire et des plaintes à chacune des Parties;
- b) des demandes d'examen par un groupe spécial aux Parties, à l'organisme d'enquête et aux personnes dont le nom figure sur la liste de signification;
- c) des avis de comparution, des ordonnances relatives à la communication de renseignements de nature exclusive délivrées aux membres d'un groupe spécial, aux adjoints des membres d'un groupe spécial, aux sténographes officiels, aux interprètes ou aux traducteurs, ainsi que de toute modification ou de tout avis de révocation connexe, des décisions et des ordonnances d'un groupe spécial, des avis

de décision finale du groupe spécial et des avis de clôture de l'examen par un groupe spécial aux participants.

29. 1) Sous réserve des paragraphes 6 et 7, tous les documents déposés par un participant, à l'exception du dossier administratif, des pièces supplémentaires versées au dossier à la suite d'un renvoi et de tout document devant être signifié par le secrétaire responsable en application de la Règle 28, sont signifiés par le participant à l'avocat au dossier de chacun des autres participants ou, si un participant n'est pas représenté par un avocat, à ce participant.

2) Si une plateforme de dépôt électronique à laquelle souscrivent les Parties en cause est utilisée pour le dépôt, la notification électronique au moyen de la plateforme de dépôt répond aux exigences de signification de cette Règle.

3) Tous les documents visés au paragraphe 1 portent une preuve de leur signification, laquelle figure sur le document ou est jointe à celui-ci.

4) Si un document est signifié par un service de livraison accélérée par messenger ou par courrier accéléré, la date de signification indiquée dans l'affidavit de signification ou dans l'attestation de signification correspond à la date à laquelle le document est remis au service de livraison ou mis à la poste.

5) Si un document est signifié par voie électronique, la date de signification correspond à la date à laquelle le document est envoyé par l'expéditeur.

6) Un document qui contient des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés est déposé et signifié sous pli scellé conformément à la Règle 48 et à l'alinéa 1a) de la Règle 60, et n'est signifié qu'aux personnes suivantes :

a) l'organisme d'enquête;

b) les participants qui se sont vu accorder l'accès aux renseignements de nature exclusive ou aux renseignements protégés en vertu d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou d'une ordonnance d'un groupe spécial.

7) Le plaignant signifie la plainte à l'organisme d'enquête et à toutes les personnes dont le nom figure sur la liste de signification.

30. Sous réserve de l'alinéa a) de la Règle 31, un document peut être signifié par l'un des modes suivants :

a) l'envoi ou la livraison d'une copie du document à l'adresse aux fins de signification du participant par un service de livraison accélérée par messenger ou par courrier accéléré;

- b) la transmission d'une copie du document à l'adresse aux fins de signification électronique du participant;
- c) la signification à personne au participant;
- d) tout autre moyen déterminé par le Secrétariat responsable, en consultation avec les participants, incluant l'utilisation d'une plateforme de dépôt électronique à laquelle les Parties en cause ont souscrit.

31. Si des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés sont communiqués dans le cadre d'un examen par un groupe spécial à une personne en vertu d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive, cette personne ne peut :

- a) déposer, signifier ou communiquer d'une autre manière les renseignements de nature exclusive ou les renseignements protégés par des moyens électroniques non sécurisés, sauf dans la mesure autorisée par les dispositions de cette ordonnance;
- b) communiquer par téléphone les renseignements de nature exclusive ou les renseignements protégés.

32. La signification à l'organisme d'enquête ne constitue pas une signification à une Partie, et la signification à une Partie ne constitue pas une signification à l'organisme d'enquête.

Actes de procédure et traduction simultanée des procédures d'examen par un groupe spécial visant une détermination finale rendue au Canada

33. Les Règles 34 à 36 s'appliquent à un examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Canada.

34. Une personne ou un membre d'un groupe spécial peut utiliser le français ou l'anglais dans un document ou une procédure orale.

35. 1) Sous réserve du paragraphe 2, toute ordonnance ou décision rendue par un groupe spécial, y compris les motifs de celle-ci, est rendue accessible simultanément en français et en anglais si, selon le cas :

- a) le groupe spécial est d'avis que l'ordonnance ou la décision porte sur une question de droit d'intérêt public général ou d'importance générale;
- b) les procédures à l'issue desquelles l'ordonnance ou la décision a été rendue se sont entièrement ou partiellement déroulées dans ces deux langues.

2) Si une ordonnance ou une décision :

- a) rendue par un groupe spécial ne doit pas être rendue accessible simultanément en français et en anglais en application du paragraphe 1; ou
 - b) doit être rendue accessible simultanément en français et en anglais en application de l'alinéa 1a), mais que le groupe spécial est d'avis que cela entraînerait un retard préjudiciable à l'intérêt public ou causerait une injustice ou des difficultés à un participant, l'ordonnance ou la décision, y compris les motifs de celle-ci, est produite d'abord en français ou en anglais, et ensuite dans les meilleurs délais dans l'autre langue, chacune des versions étant exécutoire à compter de la date où la première version devient exécutoire.
- 3) Les paragraphes 1 et 2 n'ont pas pour effet d'empêcher qu'une ordonnance ou une décision, ou les motifs de celle-ci, soient prononcés en français ou en anglais.
 - 4) Une ordonnance ou une décision n'est pas invalide du seul fait qu'elle n'a pas été rendue ou produite à la fois en français et en anglais.
- 36.
- 1) Toute procédure orale qui se déroule à la fois en français et en anglais doit faire l'objet d'une traduction simultanée.
 - 2) Un participant qui demande la traduction simultanée des procédures orales dans le cadre d'un examen par un groupe spécial présente sa demande le plus tôt possible, préférablement au moment du dépôt de la plainte ou de l'avis de comparution.
 - 3) Si le président d'un groupe spécial estime que l'examen par un groupe spécial est d'intérêt public, il peut demander au secrétaire responsable de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la traduction simultanée de toute procédure orale devant le groupe spécial.

Coûts de participation, rémunération du groupe spécial et dépenses

- 37.
- 1) Chaque participant assume les frais de sa propre participation à un examen par un groupe spécial et ceux qui y sont liés.
 - 2) Les Parties en cause prennent en charge à parts égales la rémunération et les dépenses des membres d'un groupe spécial choisis en vertu de l'Annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux), de leurs adjoints, ainsi que toutes les dépenses administratives du groupe spécial.
 - 3) À moins que les Parties en cause n'en conviennent autrement, la rémunération des membres d'un groupe spécial est payée au taux applicable aux membres d'un groupe spécial n'ayant pas d'attaches avec des administrations nationales utilisé par l'OMC à la date à laquelle une demande d'examen par un groupe spécial est présentée en vertu de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs).

4) À moins que les Parties en cause n'en conviennent autrement, les frais de déplacement sont payés au taux de l'indemnité journalière de subsistance correspondant au lieu de l'audience établi par la Commission de la fonction publique internationale des Nations Unies en vigueur à la date à laquelle une demande d'examen par un groupe spécial est présentée en vertu de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs).

5) Chaque membre d'un groupe spécial peut engager un adjoint pour l'assister en matière de recherche, de traduction ou d'interprétation, à moins qu'un membre d'un groupe spécial ne requière un adjoint supplémentaire et que les Parties en cause ne conviennent que, en raison de circonstances exceptionnelles, ce membre devrait être autorisé à engager un adjoint supplémentaire. Tous les adjoints des membres d'un groupe spécial sont rémunérés à un taux équivalant à un cinquième du taux applicable aux membres d'un groupe spécial.

6) Les dépenses autorisées pour un groupe spécial institué en vertu de l'Annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux) sont les suivantes :

- (a) frais de déplacement : comprennent les frais de voyage des membres d'un groupe spécial et des adjoints, leur hébergement et les repas, ainsi que les taxes et assurances connexes. L'organisation des déplacements est effectuée et les frais de déplacement sont remboursés conformément aux directives administratives appliquées par le Secrétariat responsable;
- b) dépenses administratives : comprennent notamment les appels téléphoniques, les services de messagers, les télécopies, la papeterie, la location des locaux utilisés pour les audiences et les délibérations, les services des interprètes, des sténographes ou de toute autre personne ou de tout autre service engagé contractuellement par le Secrétariat responsable pour appuyer le déroulement de la procédure.

7) Chaque membre du groupe spécial et chaque adjoint tient un relevé et présente un décompte final du temps qu'il a consacré à la procédure et des dépenses qu'il a engagées au Secrétariat responsable, et le groupe spécial tient un relevé et présente un décompte final de ses dépenses administratives au Secrétariat responsable. Chaque membre du groupe spécial et chaque adjoint présente ce décompte, y compris les pièces justificatives pertinentes, comme les factures, conformément aux directives administratives du Secrétariat responsable. Un membre du groupe spécial ou un adjoint peut présenter des demandes de paiement de la rémunération ou de remboursement des dépenses en cours de procédure sur une base trimestrielle recommandée tout au long d'un différend en cours. Les membres du groupe spécial et leurs adjoints devraient soumettre toute demande finale de paiement de la rémunération ou de remboursement dans les 60 jours du dépôt d'un avis de clôture de l'examen par un groupe spécial.

8) Toutes les demandes de paiement sont soumises à l'examen du Secrétariat responsable. Le Secrétariat responsable effectue les paiements correspondant à la rémunération des membres du groupe spécial et des adjoints et aux dépenses conformément aux directives

administratives appliquées par le Secrétariat responsable, en utilisant les ressources fournies à parts égales par les Parties en cause et en coordination avec ces dernières. Aucun Secrétariat responsable n'est tenu de payer une rémunération ou de rembourser des dépenses liées à une procédure d'un groupe spécial avant de recevoir les contributions des Parties en cause.

9) Le Secrétariat responsable présente aux Parties en cause un rapport final sur les paiements effectués dans le cadre d'un différend. À la demande d'une Partie en cause, le Secrétariat responsable présente aux Parties en cause un rapport sur les paiements déjà effectués à tout moment donné durant la procédure du groupe spécial.

10) Si un membre d'un groupe spécial ou un adjoint démissionne ou est démis de ses fonctions, ou si un groupe spécial émet une ordonnance rejetant ou clôturant l'examen par un groupe spécial, le Secrétariat responsable effectuera le paiement de la rémunération et le remboursement des dépenses dues jusqu'à la date de démission ou de destitution du membre du groupe spécial ou de l'adjoint, ou la date de l'ordonnance de rejet ou de clôture, en utilisant les ressources fournies à parts égales par les Parties en cause. Le décompte final du temps ou des dépenses du membre d'un groupe spécial ou de l'adjoint doit respecter les procédures du paragraphe 7 et devrait être soumis dans les 60 jours de la date de leur démission, ou destitution, ou de celle de l'ordonnance rejetant ou clôturant l'examen par un groupe spécial.

Partie III : Ouverture de l'examen par un groupe spécial (Règles 38 à 46)

Avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire

38. 1) Une personne intéressée qui entend engager des procédures d'examen judiciaire d'une détermination finale :
- a) dans le cas d'une détermination finale rendue au Canada, publie un avis de cette intention dans la *Gazette du Canada* et signifie un avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire aux deux secrétaires en cause et à toutes les personnes dont le nom figure sur la liste de signification;
 - b) dans le cas d'une détermination finale rendue au Mexique ou aux États-Unis, signifie, au plus tard 20 jours après la date mentionnée à l'alinéa 3b) ou c), un avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire à la fois :
 - i) aux deux secrétaires en cause,
 - ii) à l'organisme d'enquête,
 - iii) à toutes les personnes dont le nom figure sur la liste de signification.

2) Si la détermination finale visée au paragraphe 1 a été rendue au Canada, le secrétaire de la section canadienne du Secrétariat signifie une copie de l'avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire à l'organisme d'enquête.

3) Chaque avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire visé au paragraphe 1 doit comprendre les renseignements suivants (fournis au moyen du formulaire figurant à l'annexe) :

- a) les renseignements visés aux alinéas 1c) à f) de la Règle 59;
- b) l'intitulé de la détermination finale dont l'examen judiciaire est demandé, le nom de l'organisme d'enquête qui a rendu la détermination finale, le numéro de dossier attribué par cet organisme et, si la détermination finale a été publiée dans un journal officiel, la référence correspondante, y compris la date de publication;
- c) la date à laquelle l'avis de la détermination finale a été reçu par l'autre Partie si la détermination finale n'a pas été publiée dans un journal officiel.

Demande d'examen par un groupe spécial

39. 1) Une demande d'examen par un groupe spécial est présentée conformément aux exigences, selon le cas :

- a) de l'article 77.011 ou de l'article 96.21 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, et de tout règlement d'application de cette loi;
- b) de l'article 516A de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, et de tout règlement d'application de cette loi;
- c) de l'article 504 de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique*, et de tout règlement d'application de cette loi;
- d) des articles 97 et 98 de la *Ley de Comercio Exterior*, et des règlements d'application de cette loi.

2) Une demande d'examen par un groupe spécial doit contenir les renseignements suivants (fournis au moyen du formulaire figurant à l'annexe) :

- a) les renseignements visés au paragraphe 1 de la Règle 59;
- b) l'intitulé de la détermination finale dont l'examen par un groupe spécial est demandé, le nom de l'organisme d'enquête qui a rendu la détermination finale, le numéro de dossier attribué par cet organisme et, si la détermination finale a été

publiée dans un journal officiel, la référence correspondante;

- c) la date à laquelle l'avis de la détermination finale a été reçu par l'autre Partie si la détermination finale n'a pas été publiée dans un journal officiel;
- d) la liste de signification au sens de la Règle 5.

40. 1) Dès réception d'une première demande d'examen par un groupe spécial, le secrétaire responsable :

- a) fait immédiatement parvenir une copie de la demande à l'autre secrétaire en cause;
- b) informe immédiatement l'autre secrétaire en cause du numéro de dossier du Secrétariat;
- c) signifie aux personnes dont le nom figure sur la liste de signification une copie de la première demande d'examen par un groupe spécial, accompagnée d'une déclaration indiquant la date à laquelle la demande a été déposée et précisant ce qui suit :
 - i) une Partie ou une personne intéressée peut contester la détermination finale, en tout ou en partie, en déposant une plainte conformément à la Règle 44 au plus tard 30 jours après le dépôt de la première demande d'examen par un groupe spécial,
 - ii) une Partie, un organisme d'enquête ou une autre personne intéressée qui ne dépose pas de plainte mais qui entend participer à l'examen par un groupe spécial doit déposer un avis de comparution conformément à la Règle 45 au plus tard 45 jours après le dépôt de la première demande d'examen par un groupe spécial,
 - iii) l'examen par un groupe spécial sera limité aux allégations d'erreur de fait ou de droit, y compris aux contestations de la compétence de l'organisme d'enquête, contenues dans les plaintes déposées dans le cadre de l'examen par un groupe spécial, ainsi qu'aux défenses au fond et de procédure soulevées dans le cadre de cet examen.

2) Dès le dépôt d'une première demande d'examen par un groupe spécial, le secrétaire responsable publie immédiatement un avis de cette demande dans les journaux officiels des Parties en cause. L'avis précise qu'une demande d'examen par un groupe spécial a été reçue, indique la date du dépôt de la demande et la détermination finale dont l'examen par un groupe spécial est demandé, et contient les renseignements visés à l'alinéa 1c).

Jonction d'examens par un groupe spécial

41. 1) Sous réserve de la Règle 42, si un groupe spécial est institué pour procéder à un examen, selon le cas :

- a) d'une détermination finale rendue en vertu de l'alinéa 41(1)b) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, concernant certaines marchandises des États-Unis ou du Mexique, et qu'une demande d'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue en vertu du paragraphe 43(1) de cette loi concernant ces marchandises est déposée;
- b) d'une détermination finale rendue en vertu de l'alinéa 705a) ou 735a) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, concernant certaines marchandises du Canada ou du Mexique, et qu'une demande d'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue en vertu de l'alinéa 705b) ou 735b) de cette loi concernant ces marchandises est déposée,

au plus tard 10 jours après le dépôt de cette demande, un participant au premier examen, l'organisme d'enquête concerné dans le cadre du second examen, ou une personne intéressée dont le nom figure sur la liste de signification établie aux fins du second examen peuvent déposer une requête dans le cadre du premier examen pour demander que les deux déterminations finales soient examinées conjointement par un seul groupe spécial.

2) Tout participant au premier examen du groupe spécial, l'organisme d'enquête concerné dans le cadre du second examen, ou une personne intéressée dont le nom figure sur la liste de signification établie aux fins du second examen et qui déclare son intention de devenir un participant au second examen peuvent, au plus tard 10 jours après le dépôt de la requête visée au paragraphe 1, déposer une opposition à la requête, auquel cas la requête est réputée avoir été rejetée et les examens par un groupe spécial sont effectués séparément.

42. 1) Si un groupe spécial est institué pour procéder à un examen d'une détermination finale rendue en vertu de l'alinéa 41(1)b) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, concernant certaines marchandises des États-Unis ou du Mexique, et qu'une demande d'examen par un groupe spécial d'une détermination finale négative rendue en vertu du paragraphe 43(1) de cette loi concernant ces marchandises est déposée, les déterminations finales sont examinées conjointement par un seul groupe spécial.

2) Si un groupe spécial est institué pour procéder à un examen d'une détermination finale rendue en vertu des alinéas 705a) ou 735a) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, concernant certaines marchandises du Canada ou du Mexique, et qu'une demande d'examen par un groupe spécial d'une détermination finale négative rendue en vertu des alinéas 705b) ou 735b) de cette loi concernant ces marchandises est déposée, les déterminations finales sont examinées conjointement par un seul groupe spécial.

43. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3, lorsque des déterminations finales sont examinées conjointement en application de la Règle 41 ou 42, les délais fixés par les présentes Règles pour l'examen d'une détermination finale rendue en vertu du paragraphe 43(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou d'une détermination finale rendue en vertu des alinéas 705b) ou 735b) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, s'appliquent à l'examen conjoint, en commençant par le délai fixé pour le dépôt des mémoires en application de la Règle 61.

2) À moins que le groupe spécial n'en décide autrement à la suite d'une requête présentée en vertu du paragraphe 3, si des déterminations finales sont examinées conjointement en application de la Règle 42, le groupe spécial statue sur la détermination finale rendue en vertu du paragraphe 43(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou des alinéas 705b) ou 735b) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, et, si le groupe spécial renvoie la détermination finale à l'organisme d'enquête et que la détermination consécutive au renvoi est positive, le groupe spécial statue ensuite sur la détermination finale rendue en vertu de l'alinéa 41(1)b) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou des alinéas 705a) ou 735a) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée.

3) Si les déterminations finales sont examinées conjointement en application de la Règle 41 ou 42, un participant peut, unilatéralement ou avec le consentement des autres participants, présenter une requête pour demander que des délais différents de ceux mentionnés au paragraphe 1 soient fixés pour le dépôt des actes de procédure, les procédures orales, les décisions et autres questions.

4) Un avis de requête présenté en application du paragraphe 3 doit être déposé au plus tard 10 jours après la date fixée pour le dépôt des avis de comparution dans le cadre de l'examen de la détermination finale rendue en vertu du paragraphe 43(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, ou des alinéas 705b) ou 735b) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée.

5) À moins que le groupe spécial n'en décide autrement, si le groupe spécial n'a pas statué sur une requête déposée en application du paragraphe 3 dans les 30 jours suivant le dépôt de l'avis de requête, la requête est réputée avoir été rejetée.

Plaintes

44. 1) Sous réserve du paragraphe 3, toute personne intéressée qui entend formuler des allégations d'erreur de fait ou de droit, y compris contester la compétence de l'organisme d'enquête, en ce qui concerne une détermination finale, dépose auprès du Secrétariat responsable, au plus tard 30 jours après le dépôt d'une première demande d'examen par un groupe spécial visant la détermination finale, une plainte accompagnée d'une preuve de sa signification à l'organisme d'enquête et à toutes les personnes dont le nom figure sur la liste de signification.

2) Chaque plainte visée au paragraphe 1 doit contenir les renseignements suivants (fournis au moyen du formulaire figurant à l'annexe) :

- a) les renseignements visés au paragraphe 1 de la Règle 59;
- b) la nature précise de la plainte, y compris les critères d'examen applicables, les allégations d'erreur de fait ou de droit, y compris toute contestation de la compétence de l'organisme d'enquête;
- c) un énoncé précisant à quel titre la personne intéressée est habilitée à déposer une plainte en application de la présente Règle;
- d) si la détermination finale a été rendue au Canada, un énoncé précisant si le plaignant :
 - i) d'une part, entend utiliser le français ou l'anglais dans les actes de procédure et les procédures orales devant le groupe spécial,
 - ii) d'autre part, demande la traduction simultanée de toute procédure orale.

3) Seule une personne intéressée qui serait par ailleurs habilitée à engager des procédures d'examen judiciaire de la détermination finale peut déposer une plainte.

4) Sous réserve du paragraphe 5, une plainte modifiée doit être déposée au plus tard 5 jours avant l'expiration du délai fixé par la Règle 45 pour le dépôt d'un avis de comparution.

5) Une plainte modifiée peut, avec l'autorisation du groupe spécial, être déposée après l'expiration du délai visé au paragraphe 4, mais au plus tard 20 jours avant l'expiration du délai fixé au paragraphe 1 de la Règle 61 pour le dépôt des mémoires.

6) L'autorisation de déposer une plainte modifiée peut être sollicitée en déposant auprès du groupe spécial un avis de requête à cette fin, accompagné du projet de plainte modifiée.

7) Si le groupe spécial n'accorde pas la requête visée au paragraphe 6 dans le délai fixé au paragraphe 1 de la Règle 61 pour le dépôt des mémoires, la requête est réputée avoir été rejetée.

Avis de comparution

45. 1) Au plus tard 45 jours après le dépôt d'une première demande d'examen par un groupe spécial visant une détermination finale, l'organisme d'enquête et toute autre personne intéressée qui a l'intention de participer à l'examen par le groupe spécial et qui n'a pas déposé de plainte dans le cadre de celui-ci doivent déposer auprès du Secrétariat responsable un avis de

comparution contenant les renseignements suivants (fournis au moyen du formulaire figurant à l'annexe) :

- a) les renseignements visés au paragraphe 1 de la Règle 59;
- b) un énoncé précisant à quel titre la personne est habilitée à déposer un avis de comparution en application de la présente Règle;
- c) dans le cas d'un avis de comparution déposé par l'organisme d'enquête, toute admission relative aux allégations formulées dans les plaintes;
- d) un énoncé précisant si la comparution vise à :
 - i) appuyer l'ensemble ou une partie des allégations formulées dans une plainte conformément à l'alinéa 2b) de la Règle 44,
 - ii) réfuter l'ensemble ou une partie des allégations formulées dans une plainte conformément à l'alinéa 2b) de la Règle 44,
 - iii) appuyer une partie des allégations formulées dans une plainte conformément à l'alinéa 2b) de la Règle 44 et à réfuter une partie de ces allégations;
- e) si la détermination finale a été rendue au Canada, un énoncé précisant si la personne qui dépose l'avis de comparution :
 - i) d'une part, entend utiliser le français ou l'anglais dans les actes de procédure et les procédures orales devant le groupe spécial,
 - ii) d'autre part, demande la traduction simultanée des procédures orales.

2) Tout plaignant qui entend comparaître pour réfuter les allégations formulées dans une plainte conformément à l'alinéa 2b) de la Règle 44 dépose un avis de comparution contenant les énoncés visés à l'alinéa 1b) et au sous-alinéa 1d)ii) ou iii).

Dossier d'examen

46. 1) Au plus tard 15 jours après l'expiration du délai fixé pour le dépôt d'un avis de comparution, l'organisme d'enquête dont la détermination finale fait l'objet d'un examen dépose auprès du Secrétariat responsable les documents suivants :

- a) une copie de la détermination finale, y compris les motifs de celle-ci;

- b) une copie d'une table des matières comportant une liste descriptive de toutes les pièces versées au dossier administratif, ainsi qu'une preuve de la signification de cette table des matières à tous les participants;
 - c) sous réserve des paragraphes 3, 4 et 5, une copie du dossier administratif.
- 2) La table des matières visée à l'alinéa 1b) doit indiquer, s'il y a lieu, quelles pièces contiennent des renseignements de nature exclusive, des renseignements protégés ou des renseignements gouvernementaux par un énoncé à cet effet.
- 3) Tout document contenant des renseignements de nature exclusive doit être déposé sous pli scellé conformément à la Règle 48.
- 4) Les renseignements protégés ne peuvent être déposés auprès du Secrétariat responsable que si l'organisme d'enquête renonce à la protection dont ils font l'objet et les dépose volontairement, ou s'ils sont déposés en vertu d'une ordonnance d'un groupe spécial.
- 5) Les renseignements gouvernementaux ne peuvent être déposés auprès du Secrétariat responsable que si l'organisme d'enquête, après les avoir passés en revue et, s'il y a lieu, après avoir procédé à l'examen approprié, conclut que ces renseignements peuvent être divulgués.

Partie IV : Groupes spéciaux (Règle 47)

Avis de formation d'un groupe spécial

47. Lorsque tous les membres d'un groupe spécial ont été choisis, le secrétaire responsable communique leurs noms aux participants ainsi qu'à l'autre secrétaire en cause.

Partie V : Renseignements de nature exclusive et renseignements protégés (Règles 48 à 58)

Dépôt et signification sous pli scellé

48. 1) Si, en application des présentes Règles, un document qui contient des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés doit être déposé sous pli scellé auprès du Secrétariat ou doit faire l'objet d'une signification sous pli scellé, ce document est déposé ou signifié conformément aux dispositions de la présente Règle et, s'il s'agit d'un acte de procédure, conformément aux dispositions de la Règle 60.

- 2) Un document déposé ou signifié sous pli scellé :
 - a) est séparé des autres documents;

- b) porte clairement les mentions suivantes :
- i) dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Canada :
 - A) lorsque le document contient des renseignements de nature exclusive, « De nature exclusive », « Confidentiel », « Proprietary » ou « Confidential »,
 - B) lorsque le document contient des renseignements protégés, « Protégé » ou « Privileged »;
 - ii) dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Mexique :
 - A) lorsque le document contient des renseignements de nature exclusive, « Confidencial »,
 - B) lorsque le document contient des renseignements protégés, « Privilegiada »;
 - iii) dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue aux États-Unis :
 - A) lorsque le document contient des renseignements de nature exclusive, « Proprietary »,
 - B) lorsque le document contient des renseignements protégés, « Privileged »;
- c) est à l'intérieur :
- i) d'une enveloppe intérieure et d'une enveloppe extérieure opaques, s'il est déposé ou signifié physiquement;
 - ii) d'une page de couverture, s'il est déposé ou signifié électroniquement.
- 3) L'enveloppe intérieure ou la page de couverture visée à l'alinéa 2c) porte :
- a) d'une part, une mention précisant qu'elle contient des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés, selon le cas;

- b) d'autre part, le numéro de dossier du Secrétariat attribué à l'examen par un groupe spécial.

49. La signification ou le dépôt auprès du Secrétariat de renseignements de nature exclusive ou de renseignements protégés ne constitue pas une renonciation à la désignation de ces renseignements comme renseignements de nature exclusive ou renseignements protégés.

Ordonnances relatives à la communication de renseignements de nature exclusive

50. 1) Un avocat au dossier, ou un professionnel engagé par un avocat au dossier ou exerçant ses fonctions sous la direction ou le contrôle d'un avocat au dossier, qui désire obtenir la communication de renseignements de nature exclusive dans le cadre d'un examen par un groupe spécial doit présenter une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive visant ces renseignements en faisant parvenir :

- a) deux exemplaires de la demande au Secrétariat responsable; et
- b) un original et toute copie supplémentaire de la demande requise par l'organisme d'enquête à ce dernier.

2) La demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive visée au paragraphe 1 est signifiée :

- a) si elle est déposée avant l'expiration du délai fixé pour le dépôt d'un avis de comparution dans le cadre de l'examen par un groupe spécial, aux personnes dont le nom figure sur la liste de signification;
- b) dans les autres cas, à tous les participants à l'exception de l'organisme d'enquête, conformément au paragraphe 1 de la Règle 29.

3) Des moyens électroniques peuvent être utilisés pour satisfaire aux exigences de signification et de dépôt énoncées aux paragraphes 1 et 2¹.

51. 1) Avant son entrée en fonction dans le cadre d'un examen par un groupe spécial, chaque membre d'un groupe spécial, chaque adjoint d'un membre d'un groupe spécial, chaque sténographe officiel, chaque interprète et chaque traducteur fait parvenir au secrétaire responsable, physiquement ou par voie électronique², une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive.

¹ Il est entendu que, s'agissant des dépôts électroniques effectués en application de l'alinéa 1b) de la Règle 50, l'organisme d'enquête du Mexique peut vérifier l'authenticité de la demande et des documents déposés.

² Il est entendu que, s'agissant des dépôts électroniques, la section mexicaine du Secrétariat peut vérifier l'authenticité de la demande et des documents déposés.

2) Un membre d'un groupe spécial, un adjoint d'un membre d'un groupe spécial, un sténographe officiel, un interprète ou un traducteur qui modifie sa demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive fait parvenir une copie de la modification au Secrétariat responsable.

3) L'organisme d'enquête qui reçoit, conformément au paragraphe 1 de la Règle 19, une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou une modification de celle-ci délivre une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou la modification requise.

52. Au plus tard 30 jours après le dépôt d'une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive conformément au paragraphe 1 de la Règle 50, l'organisme d'enquête signifie à la personne qui a déposé la demande, selon le cas :

- a) une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive;
- b) une notification écrite exposant les raisons pour lesquelles une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive n'est pas délivrée.

53. 1) Si un organisme d'enquête, selon le cas :

- a) refuse de délivrer une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive à un avocat au dossier ou à un professionnel engagé par un avocat au dossier ou exerçant ses fonctions sous la direction ou le contrôle d'un avocat au dossier;
- b) délivre une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive assortie de conditions jugées inacceptables par l'avocat au dossier,

l'avocat au dossier peut déposer auprès du Secrétariat responsable un avis de requête pour demander que le groupe spécial examine ces décisions de l'organisme d'enquête.

2) Si le groupe spécial décide, après avoir examiné la réponse de l'organisme d'enquête visée au paragraphe 1, qu'il y a lieu de délivrer une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou de modifier les conditions dont cette dernière est assortie, il transmet un avis de sa décision à l'avocat de l'organisme d'enquête.

3) Si la détermination finale a été rendue aux États-Unis et que l'organisme d'enquête ne se conforme pas à l'avis visé au paragraphe 2, le groupe spécial peut délivrer toute ordonnance qui est juste dans les circonstances, y compris une ordonnance refusant à l'organisme d'enquête l'autorisation d'invoquer certains arguments pour étayer sa position ou radier certains arguments de ses actes de procédure.

54. 1) Si une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive est délivrée à une personne dans le cadre d'un examen par un groupe spécial, cette personne dépose auprès du Secrétariat responsable, conformément aux règlements applicables de l'organisme d'enquête, une copie de l'ordonnance en question.

2) Si l'organisme d'enquête révoque ou modifie une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive, il fait parvenir au Secrétariat responsable et à tous les participants une copie de l'avis de révocation ou de modification.

55. Si une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive est délivrée à une personne, celle-ci est habilitée :

- a) d'une part, à accéder aux documents contenant les renseignements de nature exclusive;
- b) d'autre part, si elle est l'avocat au dossier, à obtenir, moyennant le paiement des frais applicables, une copie des documents contenant les renseignements de nature exclusive, et à recevoir signification des actes de procédure qui contiennent des renseignements de nature exclusive.

Renseignements protégés

56. 1) Un avis de requête déposé pour obtenir la communication d'un document faisant partie du dossier administratif qui est désigné comme renfermant des renseignements protégés :

- a) d'une part, indique les raisons pour lesquelles la communication du document est nécessaire pour appuyer les arguments du participant qui dépose l'avis de requête;
- b) d'autre part, contient un énoncé de tout point de droit ou de tout texte juridique pertinents, ainsi qu'une argumentation concise en faveur de la communication.

2) Au plus tard 10 jours après le dépôt de l'avis de requête visé au paragraphe 1, l'organisme d'enquête qui entend y répondre dépose en réponse :

- a) d'une part, un affidavit signé par un représentant de cet organisme dans lequel celui-ci déclare avoir examiné le document après le dépôt de l'avis de requête et avoir conclu que sa communication constituerait une divulgation de renseignements protégés;
- b) d'autre part, un énoncé de tout point de droit ou de tout texte juridique pertinents, ainsi qu'une argumentation concise en faveur de la non-communication.

3) Après avoir pris connaissance de l'avis de requête visé au paragraphe 1 et, le cas échéant, de la réponse déposée conformément au paragraphe 2, le groupe spécial peut ordonner, selon le cas :

- a) que le document ne soit pas communiqué;
- b) que l'organisme d'enquête dépose sous pli scellé auprès du Secrétariat responsable deux copies du document.

4) Si le groupe spécial rend une ordonnance au titre de l'alinéa 3b), le groupe spécial choisit deux membres, dont l'un est un avocat qui est un citoyen du pays de l'une des Parties en cause et l'autre, un avocat qui est un citoyen du pays de l'autre Partie en cause.

5) Les deux membres du groupe spécial choisis conformément au paragraphe 4 :

- a) d'une part, examinent le document à huis clos;
- b) d'autre part, communiquent leur décision, le cas échéant, au groupe spécial.

6) La décision visée à l'alinéa 5b) est rendue sous forme d'ordonnance du groupe spécial.

7) Si les deux membres du groupe spécial choisis conformément au paragraphe 4 ne parviennent pas à une décision, le groupe spécial :

- a) d'une part, examine le document à huis clos;
- b) d'autre part, rend une ordonnance concernant la communication du document.

8) Si l'ordonnance visée au paragraphe 6 ou à l'alinéa 7b) interdit la communication du document, le secrétaire responsable retourne toutes les copies du document à l'organisme d'enquête par signification sous pli scellé.

57. Dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue aux États-Unis ou au Canada, si la communication d'un document est autorisée en vertu de la Règle 56 :

- a) le groupe spécial restreint la communication aux personnes suivantes :
 - i) celles pour qui l'accès au document est essentiel pour assurer une représentation efficace devant le groupe spécial,
 - ii) celles pour qui l'accès au document est essentiel, à des fins administratives, pour assurer un fonctionnement efficace du groupe spécial, notamment les

employés du Secrétariat, les sténographes officiels, les interprètes et les traducteurs,

- iii) les membres d'un comité pour contestation extraordinaire et leurs adjoints pour qui l'accès au document peut être nécessaire en vertu des règles de ce comité établies au titre du paragraphe 2 de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) de l'Accord;
- b) le groupe spécial rend une ordonnance qui précise les noms et titres ou postes des personnes à qui l'accès au document est accordé, et prend les dispositions pour que les nouveaux avocats au dossier ainsi que les membres d'un comité pour contestation extraordinaire et, au besoin, leurs adjoints, puissent accéder au document dans l'avenir;
- c) l'organisme d'enquête rend une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive visant le document concerné conformément à l'ordonnance du groupe spécial.

Non-respect des demandes ou des ordonnances relatives à la communication de renseignements de nature exclusive

58. Si une personne allègue que les dispositions d'une demande relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive n'ont pas été respectées, le groupe spécial renvoie les allégations à l'organisme d'enquête pour que celui-ci procède à une enquête et impose, s'il y a lieu, les sanctions prévues à l'article 77.034 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, dans sa version modifiée, à l'alinéa 777f) de la *Tariff Act of 1930*, dans sa version modifiée, ou à l'article 93 de la *Ley de Comercio Exterior*.

Partie VI : Procédures écrites (Règles 59 à 68)

Forme et contenu des actes de procédure

59. 1) Tout acte de procédure déposé dans le cadre d'un examen par un groupe spécial contient les renseignements suivants :
- a) l'intitulé de l'examen par le groupe spécial et le numéro de dossier du Secrétariat attribué à cet examen, le cas échéant;
 - b) un bref titre descriptif de l'acte de procédure;

- c) le nom de la Partie, de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée qui dépose le document;
- d) le nom de l'avocat au dossier de la Partie, de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée;
- e) l'adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5;
- f) le numéro de téléphone et l'adresse électronique de l'avocat au dossier visé à l'alinéa d), ou le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne intéressée si celle-ci n'est pas représentée par un avocat.

2) Tout acte de procédure déposé dans le cadre d'un examen par un groupe spécial est présenté sur des feuilles de papier de format 8 1/2 x 11 pouces (216 x 279 millimètres). Le texte de l'acte de procédure est imprimé, dactylographié ou reproduit lisiblement sur un seul côté de la feuille, avec une marge gauche d'environ 1 1/2 pouce (40 millimètres), à double interligne, à l'exception des citations de plus de 50 mots qui apparaissent en retrait et à simple interligne. Les notes en bas de page, titres, annexes, tableaux, graphiques et colonnes de chiffres sont présentés lisiblement. Les mémoires et les appendices sont solidement reliés le long de la marge gauche.

3) Si un acte de procédure est déposé par voie électronique, il est mis en forme de manière à respecter les exigences du paragraphe 2 s'il était imprimé.

4) Tout acte de procédure déposé au nom d'un participant dans le cadre d'un examen par un groupe spécial porte la signature manuscrite ou électronique de l'avocat du participant ou, si ce dernier n'est pas représenté par un avocat, celle du participant.

60. 1) Si un acte de procédure déposé par un participant contient des renseignements de nature exclusive, il est déposé en deux exemplaires conformément aux dispositions suivantes :

- a) un exemplaire contenant les renseignements de nature exclusive est déposé sous pli scellé, lequel exemplaire, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :
 - i) au Canada, porte la mention « Proprietary », « Confidential », « Confidenciel » ou « De nature exclusive » et dont chaque page qui contient des renseignements de nature exclusive porte l'une de ces mentions en haut de la page et présente les renseignements de nature exclusive entre crochets,
 - ii) au Mexique, porte la mention « Confidencial » et dont chaque page qui contient des renseignements de nature exclusive porte cette mention en haut de la page et présente les renseignements de nature exclusive entre crochets,

- iii) aux États-Unis, porte la mention « Proprietary » et dont chaque page qui contient des renseignements de nature exclusive porte cette mention en haut de la page et présente les renseignements de nature exclusive entre crochets;
 - b) au plus tard le lendemain du jour où l'exemplaire de l'acte de procédure visé à l'alinéa 1a) est déposé, un autre exemplaire ne contenant pas de renseignements de nature exclusive, et dont chaque page où de tels renseignements ont été supprimés porte une mention indiquant l'endroit de la suppression, est déposé, lequel exemplaire, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :
 - i) au Canada, porte la mention « Non-Proprietary », « Non-Confidential », « Non confidentiel » ou « De nature non exclusive »,
 - ii) au Mexique, porte la mention « No confidencial »,
 - iii) aux États-Unis, porte la mention « Non-Proprietary ».
- 2) Si un acte de procédure déposé par un participant contient des renseignements protégés, il est déposé en deux exemplaires conformément aux dispositions suivantes :
- a) un exemplaire contenant les renseignements protégés est déposé sous pli scellé, lequel exemplaire, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :
 - i) au Canada, porte la mention « Privileged » ou « Protégé » et dont chaque page qui contient des renseignements protégés porte l'une de ces mentions en haut de la page et présente les renseignements protégés entre crochets,
 - ii) au Mexique, porte la mention « Privilegiada » et dont chaque page qui contient des renseignements protégés porte cette mention en haut de la page et présente les renseignements protégés entre crochets,
 - iii) aux États-Unis, porte la mention « Privileged » et dont chaque page qui contient des renseignements protégés porte cette mention en haut de la page et présente les renseignements protégés entre crochets.
 - b) au plus tard le lendemain du jour où l'exemplaire de l'acte de procédure visé à l'alinéa 2a) est déposé, un autre exemplaire ne contenant pas de renseignements protégés, et dont chaque page où de tels renseignements ont été supprimés porte une mention indiquant l'endroit de la suppression, est déposé, lequel exemplaire, dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue :

- i) au Canada, porte la mention « Non-Privileged » ou « Non protégé »,
- ii) au Mexique, porte la mention « No privilegiada »,
- iii) aux États-Unis, porte la mention « Non-Privileged ».

Dépôt des mémoires

61. 1) Sous réserve du paragraphe 1 de la Règle 43, tout participant qui a déposé une plainte conformément à la Règle 44 ou un avis de comparution accompagné d'un énoncé conformément au sous-alinéa 1)d)i) ou iii) de la Règle 45 dépose un mémoire exposant les motifs et les arguments à l'appui des allégations formulées dans la plainte au plus tard 60 jours après l'expiration du délai fixé au paragraphe 1 de la Règle 46 pour le dépôt du dossier administratif.

2) Tout participant qui a déposé un avis de comparution accompagné d'un énoncé conformément au sous-alinéa 1)d)ii) ou iii) de la Règle 45 dépose un mémoire exposant les motifs et les arguments visant à réfuter les allégations formulées dans la plainte au plus tard 60 jours après l'expiration du délai fixé au paragraphe 1 pour le dépôt des mémoires.

3) Tout participant qui a déposé un mémoire conformément au paragraphe 1 peut déposer un contre-mémoire en réplique aux motifs et aux arguments exposés dans les mémoires déposés conformément au paragraphe 2, au plus tard 15 jours après l'expiration du délai fixé au paragraphe 2 pour le dépôt des mémoires. Le contre-mémoire se limite à la réfutation des points soulevés dans les mémoires déposés conformément au paragraphe 2.

4) Un appendice énumérant les sources citées dans tous les mémoires déposés conformément aux paragraphes 1 à 3 doit être déposé auprès du Secrétariat responsable au plus tard 10 jours après la date limite fixée pour le dépôt d'un mémoire visé au paragraphe 3.

5) Plusieurs participants peuvent présenter un mémoire conjoint et tout participant peut incorporer par renvoi dans son mémoire des passages du mémoire d'un autre participant.

6) Un participant peut déposer un mémoire sans comparaître pour présenter une plaidoirie.

7) Si un examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue par un organisme d'enquête des États-Unis concernant certaines marchandises porte sur des questions qui pourraient se rapporter à la détermination finale rendue relativement aux mêmes marchandises par l'autre organisme d'enquête, cet autre organisme d'enquête peut déposer un mémoire d'*amicus curiae*, dans le cadre de l'examen par le groupe spécial, conformément au paragraphe 2.

Défaut de dépôt de mémoire

62. 1) Dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Canada ou aux États-Unis, si un participant n'a pas déposé de mémoire dans le délai prévu et qu'aucune requête présentée conformément à la Règle 25 n'est pendante, le groupe spécial peut, sur requête d'un autre participant, ordonner que le participant qui n'a pas déposé de mémoire soit déchu du droit, selon le cas :

- a) de présenter sa plaidoirie;
- b) de recevoir signification de tout autre acte de procédure, ordonnance ou décision dans le cadre de l'examen par le groupe spécial;
- c) de recevoir tout autre avis des procédures tenues dans le cadre de l'examen par un groupe spécial.

2) Le groupe spécial peut, de sa propre initiative ou sur requête d'un participant, rendre une ordonnance de justification invitant les parties à faire valoir les motifs qui s'opposeraient au rejet de l'examen par le groupe spécial, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) aucun mémoire n'est déposé par l'un ou l'autre des plaignants, ou par l'un ou l'autre des participants au soutien de l'un ou l'autre des plaignants, dans les délais prévus par les présentes Règles;
- b) aucune requête présentée conformément à la Règle 25 n'est pendante.

3) Si aucun motif valable n'est communiqué au groupe spécial à la suite de l'ordonnance visée au paragraphe 2, celui-ci rend une ordonnance rejetant l'examen.

4) Si aucun mémoire n'est déposé par un organisme d'enquête, ou par une personne intéressée au soutien de l'organisme d'enquête, dans le délai fixé au paragraphe 2 de la Règle 61, le groupe spécial peut rendre la décision visée au paragraphe 1 de la Règle 76.

Contenu des mémoires et des appendices

63. 1) Chaque mémoire déposé conformément aux paragraphes 1 ou 2 de la Règle 61 est divisé en cinq parties contenant les renseignements suivants, présentés dans l'ordre indiqué ci-dessous :

Partie I

- a) une table des matières;
- b) une liste des sources citées.

La liste des sources citées contient les références de tous les traités, textes législatifs et textes réglementaires cités ainsi que des principaux précédents jurisprudentiels invoqués dans les mémoires, énumérés dans l'ordre alphabétique, et de tous les autres documents cités, à l'exclusion des documents faisant partie du dossier administratif. La liste des sources citées précise les numéros de page du mémoire où chacune de ces sources est citée, les principales sources étant marquées d'un astérisque dans la marge.

Partie II : Exposé de l'affaire

- a) Dans le mémoire d'un plaignant ou dans celui que dépose un participant en vertu du paragraphe 1 de la Règle 61, cette partie contient un exposé concis des faits pertinents;
- b) Dans le mémoire d'un organisme d'enquête ou dans celui que dépose un participant en vertu du paragraphe 2 de la Règle 61, cette partie contient un exposé concis de la position prise par l'organisme d'enquête ou par le participant au sujet de l'exposé des faits contenu dans les mémoires visés à l'alinéa a), y compris un exposé concis de tout autre fait pertinent au regard de cette position;
- c) Dans tous les mémoires, les références aux éléments de preuve contenus dans le dossier administratif indiquent la page et, dans la mesure du possible, la ligne correspondantes.

Partie III : Exposé des questions en litige

- a) Dans le mémoire d'un plaignant ou dans celui que dépose un participant en vertu du paragraphe 1 de la Règle 61, cette partie contient un exposé concis des questions en litige;
- b) Dans le mémoire d'un organisme d'enquête ou dans celui que dépose un participant en vertu du paragraphe 2 de la Règle 61, cette partie contient un exposé concis de la position prise par l'organisme d'enquête ou par le participant au sujet de chaque question en litige pertinente au regard de cette position.

Partie IV : Argumentation

Cette partie consiste en un exposé des arguments avancés exposant succinctement les points de droit qui se rapportent aux questions en litige, et comprend les références pertinentes aux sources citées et au dossier administratif.

Partie V : Redressement

Cette partie consiste en un énoncé concis du redressement particulier demandé.

- 2) Les paragraphes des parties I à V d'un mémoire peuvent être numérotés de façon consécutive.
- 3) Un contre-mémoire déposé en vertu du paragraphe 3 de la Règle 61 contient une table des matières et une liste des sources citées indiquant les principales sources invoquées dans l'argumentation.

Appendice aux mémoires

64. 1) Les sources citées dans les mémoires sont incluses dans un appendice, lequel est structuré comme suit : une table des matières; des copies de tous les traités, textes législatifs, textes réglementaires et principaux précédents jurisprudentiels invoqués, en ordre alphabétique, et une copie de tout autre document cité dans les mémoires, à l'exclusion des documents faisant partie du dossier administratif.

2) L'appendice requis au titre du paragraphe 4 de la Règle 61 est préparé par un participant qui a déposé un mémoire en vertu du paragraphe 1 de la Règle 61 et qui a été désigné à cette fin par tous les participants ayant déposé un mémoire. Chaque participant qui a déposé un mémoire en vertu du paragraphe 2 de la Règle 61 transmet au participant désigné une copie de chacune des principales sources invoquées dans son mémoire qui n'ont été invoquées dans aucun autre mémoire déposé en vertu du paragraphe 1 de la Règle 61. Chaque participant qui a déposé un mémoire en vertu du paragraphe 3 de la Règle 61 transmet au participant désigné une copie de chacune des principales sources invoquées dans son mémoire qui n'ont été invoquées dans aucun des mémoires déposés en vertu des paragraphes 1 ou 2 de la Règle 61.

3) Les coûts liés à la préparation de l'appendice sont supportés à parts égales par tous les participants qui déposent des mémoires.

Requêtes

65. 1) Une requête est présentée au moyen d'un avis de requête écrit (établi au moyen du formulaire figurant à l'annexe), sauf lorsque cela n'est pas nécessaire ou possible dans les circonstances.

2) Chaque avis de requête et tout affidavit à l'appui de cet avis sont déposés auprès du Secrétariat responsable, accompagnés d'un projet d'ordonnance du groupe spécial (établi au moyen du formulaire figurant à l'annexe) et d'une preuve de leur signification à tous les participants.

3) Chaque avis de requête contient les renseignements suivants :

- a) l'intitulé de l'examen par le groupe spécial, le numéro de dossier du Secrétariat attribué à cet examen et un bref titre descriptif de l'objet de la requête;
- b) un énoncé du redressement particulier demandé;
- c) un exposé des arguments qui seront avancés, y compris toute référence à une règle, à un point de droit ou à un texte juridique qui sera invoqué, ainsi qu'une argumentation concise à l'appui de la requête;
- d) au besoin, les références aux éléments de preuve contenus dans le dossier administratif indiquant la page et, dans la mesure du possible, la ligne correspondante.

4) Le fait qu'une requête soit pendante au cours d'un examen par un groupe spécial n'a pas pour effet de modifier les délais fixés par les présentes Règles ou par une ordonnance ou une décision du groupe spécial.

5) L'avis de requête présenté avec le consentement de tous les participants est intitulé « Requête sur consentement ».

66. Sous réserve du paragraphe 2 de la Règle 25 et du paragraphe 5 de la Règle 80 et sauf ordonnance contraire du groupe spécial, un participant peut déposer une réponse à un avis de requête au plus tard 10 jours après le dépôt de l'avis de requête.

67. 1) Un groupe spécial peut statuer sur une requête en se fondant sur les actes de procédure déposés relativement à celle-ci.

2) Le groupe spécial peut entendre les plaidoiries ou, sous réserve de l'alinéa b) de la Règle 31, ordonner que l'audience portant sur une requête soit tenue par voie de conférence téléphonique ou de vidéoconférence avec les participants.

3) Un groupe spécial peut rejeter une requête avant que les réponses à l'avis de requête n'aient été déposées.

68. Si un groupe spécial choisit d'entendre les plaidoiries ou, conformément au paragraphe 2 de la Règle 67, ordonne qu'une audience portant sur une requête soit tenue par voie de conférence téléphonique ou de vidéoconférence avec les participants, le secrétaire responsable fixe, suivant les directives du président du groupe spécial, la date, l'heure et le lieu de l'audience et en informe tous les participants.

Partie VII : Procédures orales (Règles 69 à 73)

Lieu des audiences

69. Les procédures orales devant un groupe spécial se déroulent au bureau du Secrétariat responsable ou à un autre lieu déterminé par le secrétaire responsable.

Conférence préparatoire à l'audience

70. 1) Un groupe spécial peut tenir une conférence préparatoire à l'audience, auquel cas le secrétaire responsable en avise tous les participants.

2) Un participant peut demander la tenue d'une conférence préparatoire à l'audience en déposant auprès du Secrétariat responsable une demande écrite exposant les questions que le participant entend soulever lors de la conférence.

3) La conférence préparatoire à l'audience vise à faciliter un déroulement rapide de l'examen mené par le groupe spécial, en permettant d'aborder des questions telles que :

- a) la clarification et la simplification des questions en litige;
- b) la procédure à suivre lors des audiences des plaidoiries;
- c) les requêtes pendantes.

4) Sous réserve de l'alinéa b) de la Règle 31, une conférence préparatoire à l'audience peut être tenue par voie de conférence téléphonique ou de vidéoconférence.

5) Après la tenue d'une conférence préparatoire à l'audience, le groupe spécial rend sans tarder une ordonnance statuant sur les questions examinées lors de la conférence.

Plaidoiries

71. 1) L'audience des plaidoiries devant le groupe spécial débute au plus tard 30 jours après l'expiration du délai fixé au paragraphe 3 de la Règle 61 pour le dépôt des contre-mémoires. À la demande du groupe spécial, le secrétaire responsable doit informer tous les participants de la date, de l'heure et du lieu de l'audience des plaidoiries.

2) Les plaidoiries se déroulent dans le respect des contraintes de temps fixées par le groupe spécial et sont, à moins que le groupe spécial n'en décide autrement, présentées dans l'ordre suivant :

- a) les plaidoiries des plaignants et de tout participant qui a présenté un mémoire visant à appuyer les allégations formulées dans une plainte, ou à appuyer une partie de ces allégations et à en réfuter d'autres;

- b) les plaidoiries de l'organisme d'enquête et de tout participant qui a présenté un mémoire visant à réfuter les allégations formulées dans une plainte, à l'exception d'un participant visé à l'alinéa 2a);
 - c) les répliques, à la discrétion du groupe spécial.
- 3) Si un participant ne comparait pas à l'audience des plaidoiries, le groupe spécial peut entendre les plaidoiries présentées au nom des participants qui sont présents. Si aucun participant ne comparait à l'audience, le groupe spécial peut statuer en se fondant sur les mémoires.
- 4) Les plaidoiries présentées au nom d'un participant relativement à une requête ou au cours d'une audience sont présentées par l'avocat au dossier du participant ou, si celui-ci n'est pas représenté par un avocat, par le participant.
- 5) Les plaidoiries se limitent aux questions en litige.

Procédures orales à huis clos

72. Seules les personnes suivantes peuvent être autorisées par un groupe spécial à assister aux procédures orales au cours desquelles des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés sont présentés :

- a) la personne qui présente les renseignements de nature exclusive ou les renseignements protégés;
- b) la personne à qui l'accès aux renseignements de nature exclusive ou aux renseignements protégés a été accordé en vertu d'une ordonnance relative à la communication de renseignements de nature exclusive ou d'une ordonnance du groupe spécial;
- c) dans le cas des renseignements protégés, la personne en faveur de laquelle il a été renoncé au caractère confidentiel des renseignements protégés;
- d) les représentants et les avocats de l'organisme d'enquête.

Jurisprudence ultérieure

73. 1) Un participant qui a déposé un mémoire peut porter à l'attention du groupe spécial :
- a) à tout moment avant la conclusion des plaidoiries, toute jurisprudence pertinente au regard de l'examen mené par le groupe spécial;
 - b) à tout moment après la conclusion des plaidoiries, mais avant que le groupe spécial ne rende sa décision :

- i) toute jurisprudence publiée après la conclusion des plaidoiries,
- ii) si le groupe spécial l'autorise, toute jurisprudence pertinente au regard de l'examen mené par le groupe spécial qui a été portée à l'attention de l'avocat au dossier après la conclusion des plaidoiries,

en déposant auprès du Secrétariat responsable une demande écrite contenant la référence de la décision ou du jugement et indiquant la page pertinente du mémoire du participant à laquelle la décision ou le jugement se rapporte, ainsi qu'un énoncé concis, ne dépassant pas une page, concernant la pertinence de la décision ou du jugement.

2) La demande visée au paragraphe 1 doit être déposée dès que possible après que la décision ou le jugement du tribunal a été rendu.

3) Si une demande visée au paragraphe 1 est déposée auprès du Secrétariat responsable, un autre participant peut déposer en réponse, au plus tard cinq jours après le dépôt de la demande, un énoncé concis ne dépassant pas une page.

Partie VIII : Décision et clôture de l'examen (Règles 74 à 80)

Ordonnances, décisions et clôture de l'examen

74. Le secrétaire responsable fait publier dans les journaux officiels des Parties en cause un avis de toute décision rendue par un groupe spécial en vertu du paragraphe 1 de la Règle 76.

75. 1) Lorsqu'un participant dépose un avis de requête pour demander le rejet de l'examen par un groupe spécial, le groupe spécial peut rendre une ordonnance rejetant l'examen.

2) Lorsqu'un participant dépose un avis de requête pour demander la clôture de l'examen par un groupe spécial, que tous les participants consentent à la requête et qu'un affidavit est déposé à cet effet, ou lorsque tous les participants déposent des avis de requête pour demander la clôture de l'examen par un groupe spécial, l'examen prend fin et, si un groupe spécial a été constitué, les membres du groupe sont libérés de leurs fonctions.

3) L'examen par un groupe spécial est réputé prendre fin le lendemain de l'expiration du délai prescrit au paragraphe 1 de la Règle 44 si aucune plainte n'a été déposée en temps opportun. Le Secrétariat responsable délivre un avis de clôture de l'examen par un groupe spécial.

76. 1) Le groupe spécial doit rendre sa décision motivée par écrit, accompagnée de toute opinion dissidente ou concordante de ses membres, conformément à l'article 10.12.8 (Examen des

déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord, dans les 90 jours suivant l'audience. La décision est normalement communiquée au plus tard à midi le jour où elle est rendue.

2) Le groupe spécial doit informer les participants et les Parties en cause de tout retard lorsque sa décision ne peut être rendue dans les délais impartis.

Examen par un groupe spécial d'une détermination rendue par suite d'un renvoi

77. 1) L'organisme d'enquête donne avis de la détermination rendue par suite d'un renvoi ordonné par un groupe spécial en déposant auprès du Secrétariat responsable, dans le délai spécifié par le groupe spécial, une détermination consécutive au renvoi.

2) Si, à la suite d'un renvoi, l'organisme d'enquête a versé des pièces supplémentaires au dossier administratif :

- a) cet organisme dépose, physiquement ou par voie électronique, auprès du Secrétariat responsable une table des matières énumérant chaque pièce ainsi versée, ainsi qu'une preuve de signification de la table des matières aux avocats au dossier de chacun des participants, ou, si un participant n'est pas représenté par un avocat, une preuve de signification au participant, et une copie de chaque pièce non protégée répertoriée dans la table des matières, au plus tard cinq jours après la date à laquelle l'organisme d'enquête a déposé la détermination consécutive au renvoi auprès du groupe spécial;
- b) tout participant qui entend contester la détermination consécutive au renvoi dépose des observations écrites concernant cette détermination au plus tard 20 jours après la date à laquelle l'organisme d'enquête a déposé la table des matières et les pièces supplémentaires versées au dossier à la suite du renvoi;
- c) toute réponse aux observations écrites visées à l'alinéa 2b) est déposée par l'organisme d'enquête, et par tout participant qui appuie celui-ci, au plus tard 20 jours après la date limite fixée pour le dépôt des observations écrites visant à contester la détermination consécutive au renvoi.

3) Si, à la suite d'un renvoi, l'organisme d'enquête n'a pas versé de pièces supplémentaires au dossier :

- a) tout participant qui entend contester la détermination consécutive au renvoi dépose des observations écrites au plus tard 20 jours après la date à laquelle l'organisme d'enquête a déposé auprès du groupe spécial la détermination consécutive au renvoi;

- b) toute réponse aux observations écrites visées à l'alinéa 3a) est déposée par l'organisme d'enquête, et par tout participant qui appuie celui-ci, au plus tard 20 jours après la date limite fixée pour le dépôt de ces observations écrites.
 - 4) Dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Mexique, le groupe spécial ne tient compte d'aucune observation écrite déposée en application des alinéas 2b) ou 3a) par un participant qui n'a pas déposé de mémoire conformément à la Règle 61.
 - 5) Si aucune observation écrite n'est déposée en application des alinéas 2b) ou 3a) dans les délais prescrits par les présentes Règles et qu'aucune requête présentée en application de la Règle 25 n'est pendante, le groupe spécial rend, au plus tard 10 jours après la date limite fixée pour le dépôt de ces observations ou, si elle est postérieure, la date du rejet d'une requête présentée en application de la Règle 25, une ordonnance confirmant la détermination consécutive au renvoi rendue par l'organisme d'enquête.
 - 6) Si la détermination consécutive au renvoi est contestée, le groupe spécial rend, conformément au paragraphe 1 de la Règle 76, une décision écrite qui confirme la détermination consécutive au renvoi ou qui renvoie celle-ci à l'organisme d'enquête, au plus tard 90 jours après le dépôt de la détermination consécutive au renvoi.
78. Lorsqu'il fixe le délai dans lequel l'organisme d'enquête doit rendre une détermination consécutive au renvoi, le groupe spécial tient compte, entre autres :
- a) de la date à laquelle l'autre organisme d'enquête doit rendre une détermination consécutive au renvoi concernant les mêmes marchandises, le cas échéant;
 - b) de l'effet que la détermination consécutive au renvoi rendue par l'autre organisme d'enquête pourrait avoir sur les délibérations de l'organisme d'enquête concernant la détermination consécutive au renvoi définitive devant être rendue par ce dernier.

Réexamen des ordonnances et des décisions

79. Une erreur matérielle ou une erreur résultant d'un oubli involontaire, d'une inexactitude ou d'une omission dans le texte d'une ordonnance ou d'une décision d'un groupe spécial peut être corrigée par le groupe spécial à tout moment au cours de l'examen.

80. 1) Un participant peut, au plus tard 10 jours après que le groupe spécial a rendu sa décision, déposer un avis de requête pour demander que le groupe spécial réexamine sa décision afin de corriger un oubli involontaire, une inexactitude ou une omission. L'avis de requête contient les renseignements suivants :

- a) la nature de l'oubli, de l'inexactitude ou de l'omission qui fait l'objet de la demande;
 - b) le redressement demandé;
 - c) si cela est possible à vérifier, une mention indiquant si les autres participants consentent à la requête.
- 2) Les motifs à l'appui de la requête visée au paragraphe 1 se limitent aux motifs suivants :
- a) la décision n'est pas conforme aux motifs qui la sous-tendent;
 - b) une question a été involontairement oubliée, énoncée de façon inexacte ou omise par le groupe spécial.
- 3) L'avis de requête visé au paragraphe 1 ne peut contenir des arguments déjà présentés dans le cadre de l'examen par le groupe spécial.
- 4) Aucune plaidoirie n'est présentée à l'appui de la requête visée au paragraphe 1.
- 5) Sauf ordonnance contraire du groupe spécial rendue en vertu de l'alinéa 6b), aucun participant ne dépose de réponse à un avis de requête déposé en vertu du paragraphe 1.
- 6) Au plus tard sept jours après le dépôt de l'avis de requête visé au paragraphe 1, le groupe spécial, selon le cas :
- a) rend une décision statuant sur la requête;
 - b) rend une ordonnance spécifiant toute autre mesure devant être prise concernant la requête.
- 7) La décision ou l'ordonnance visée au paragraphe 6 peut être rendue avec l'assentiment de trois membres du groupe spécial.

Partie IX : Clôture de l'examen par un groupe spécial (Règles 81 à 89)

Clôture de l'examen par un groupe spécial

81. 1) Sous réserve du paragraphe 2, lorsqu'un groupe spécial rend, selon le cas :

- a) une ordonnance rejetant l'examen par un groupe spécial visée au paragraphe 3 de la Règle 62 ou au paragraphe 1 de la Règle 75;
- b) une décision en vertu du paragraphe 1 de la Règle 76 ou du paragraphe 6 de la Règle 77 qui constitue la décision finale du groupe spécial dans le cadre de son examen;
- c) une ordonnance visée au paragraphe 5 de la Règle 77,

le groupe spécial demande au secrétaire responsable qu'il délivre un avis de décision finale du groupe spécial (au moyen du formulaire figurant à l'annexe) le 11^e jour qui suit la date de cette décision ou ordonnance.

2) Lorsqu'une requête est déposée en vertu du paragraphe 1 de la Règle 80 concernant une décision visée à l'alinéa 1b), le secrétaire responsable délivre l'avis de décision finale du groupe spécial le jour où le groupe spécial, selon le cas :

- a) statue sur la requête de façon définitive;
- b) demande au secrétaire responsable de délivrer un avis de décision finale du groupe spécial, dont la délivrance constitue un rejet de la requête.

82. Si aucune demande d'institution d'un comité pour contestation extraordinaire n'est déposée, le secrétaire responsable publie, dans les journaux officiels des Parties en cause, un avis de clôture de l'examen par un groupe spécial, lequel prend effet :

- a) le jour où il est mis fin aux travaux du groupe spécial conformément au paragraphe 2 de la Règle 75;
- b) dans tous les autres cas, le lendemain de l'expiration du délai établi conformément au paragraphe 41(1) et à l'alinéa 41(2)a) des Règles de procédure des comités pour contestation extraordinaire visées au paragraphe 2 de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) de l'Accord.

83. Si une demande d'institution d'un comité pour contestation extraordinaire a été déposée, le secrétaire responsable publie dans les journaux officiels des Parties en cause un avis de clôture de l'examen par un groupe spécial, lequel prend effet le lendemain du jour mentionné à la Règle 68 ou à l'alinéa 69a) des Règles de procédure des comités pour contestation extraordinaire visées au paragraphe 2 de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) de l'Accord.

84. Les membres d'un groupe spécial sont libérés de leurs fonctions le jour où l'avis de clôture de l'examen par un groupe spécial prend effet, ou le jour où un comité pour contestation extraordinaire met fin à l'examen par le groupe spécial conformément à l'alinéa 69b) des Règles

de procédure des comités pour contestation extraordinaire visées au paragraphe 2 de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) de l'Accord.

Arrêt de procédure et suspension

85. Si un membre d'un groupe spécial devient incapable de remplir ses fonctions, est exclu ou décède, les travaux du groupe spécial et les délais sont suspendus jusqu'à la nomination d'un nouveau membre conformément à la procédure énoncée à l'annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux) de l'Accord.

86. Si un membre d'un groupe spécial est exclu, décède ou devient incapable de remplir ses fonctions après la présentation des plaidoiries, le président peut ordonner que l'affaire soit entendue à nouveau, à des conditions appropriées, après la désignation d'un nouveau membre.

87. 1) Une Partie peut demander, conformément à l'article 10.13.11a)ii) (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux) de l'Accord, l'arrêt d'une procédure d'examen par un groupe spécial en cours en déposant sa demande auprès du Secrétariat responsable.

2) La Partie qui dépose une demande conformément au paragraphe 1 en avise immédiatement, par écrit, l'autre Partie en cause et l'autre Secrétariat en cause.

3) Dès réception de la demande visée au paragraphe 1, le secrétaire responsable :

a) d'une part, avise immédiatement, par écrit, tous les participants à l'examen par le groupe spécial de l'arrêt de la procédure;

b) d'autre part, publie un avis de l'arrêt de la procédure d'examen par le groupe spécial dans les journaux officiels des Parties en cause.

88. Dès qu'il reçoit un rapport faisant état d'une constatation positive à l'égard de l'un des faits mentionnés à l'article 10.13.1 (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux) de l'Accord, le secrétaire responsable des examens par un groupe spécial visés à l'article 10.13.11a)i) (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux) de l'Accord :

a) d'une part, avise immédiatement, par écrit, tous les participants à ces examens;

b) d'autre part, publie un avis de la constatation positive dans les journaux officiels des Parties en cause.

89. 1) Une Partie qui a l'intention de suspendre l'application de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord conformément au paragraphe 8 ou 9 de l'article 10.13 (Protection du régime d'examen par des

groupes spéciaux) de l'Accord s'efforce de notifier, par écrit, cette intention à l'autre Partie en cause et aux secrétaires en cause au moins cinq jours avant la suspension.

2) Dès réception de la notification visée au paragraphe 1, les secrétaires en cause publient un avis de suspension dans les journaux officiels des Parties en cause.

Annexe (Formulaires de procédure)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de la détermination finale)

AVIS D'INTENTION D'ENGAGER DES PROCÉDURES D'EXAMEN JUDICIAIRE

Conformément à l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord, avis est par la présente signifié que

(personne intéressée déposant l'avis)

entend engager des procédures d'examen judiciaire devant

(désignation du tribunal)

visant la détermination finale mentionnée ci-dessous. Les renseignements qui suivent sont fournis conformément à la Règle 38 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen

¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux) :

1. _____
(Nom de la personne intéressée qui dépose l'avis)
2. _____
(Nom de l'avocat de la personne intéressée, le cas échéant)
3. _____

(Adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5 des Règles des groupes spéciaux binationaux au titre de l'article 10.12, y compris l'adresse de courrier électronique, le cas échéant)
4. _____
(Numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de l'avocat de la personne intéressée, ou numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de la personne intéressée si elle n'est pas représentée par un avocat)
5. _____
(Intitulé de la détermination finale visée par l'avis d'intention d'engager des procédures d'examen judiciaire faisant l'objet de la signification)
6. _____
(Nom de l'organisme d'enquête qui a rendu la détermination finale)
7. _____
(Numéro de dossier attribué par l'organisme d'enquête)
8. a) _____
(Référence et date de publication de la détermination finale dans le *Federal Register*, la *Gazette du Canada* ou le *Diario Oficial de la Federación*); ou
b) _____
(Si la détermination finale n'a pas été publiée, date de réception par l'autre Partie de la notification de la détermination finale)

Date

Signature de l'avocat
(ou de la personne intéressée, si elle
n'est pas représentée par un avocat)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

DEMANDE D'EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL

Conformément à l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord, la présente demande vise à obtenir l'examen par un groupe spécial de la détermination finale mentionnée ci-dessous. Les renseignements qui suivent sont fournis conformément à la Règle 39 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux) :

1. _____
(Nom de la Partie ou de la personne intéressée qui dépose la demande d'examen)

2. _____
(Nom de l'avocat de la Partie ou de la personne intéressée, le cas échéant)

3. _____

(Adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5 des Règles des groupes spéciaux binationaux, y compris l'adresse de courrier électronique, le cas échéant)

4. _____
(Numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de l'avocat de la Partie ou de la

¹ « Accord » signifie l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

personne intéressée, ou numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de la personne intéressée si elle n'est pas représentée par un avocat)

5. _____
(Intitulé de la détermination finale visée par la demande d'examen par un groupe spécial)

6. _____
(Nom de l'organisme d'enquête qui a rendu la détermination finale)

7. _____
(Numéro de dossier attribué par l'organisme d'enquête)

8. a) _____
(Référence et date de publication de la détermination finale dans le *Federal Register*, la *Gazette du Canada* ou le *Diario Oficial de la Federación*);

b) _____
(Si la détermination finale n'a pas été publiée, date de réception par l'autre Partie de la notification de la détermination finale)

9. La liste de signification au sens de la Règle 5 des Règles des groupes spéciaux binationaux est jointe à la présente.

Date

Signature de l'avocat (ou
de la personne intéressée, si elle
n'est pas représentée par un avocat)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

PLAINTE

1. _____
(Nom de la personne intéressée qui dépose la plainte)

2. _____
(Nom de l'avocat qui représente la personne intéressée, le cas échéant)

3. _____

(Adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux), y compris l'adresse de courrier électronique, le cas échéant)

4. _____
(Numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de l'avocat de la personne intéressée, ou numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de la personne intéressée si elle n'est pas représentée par un avocat)

5. _____
Énoncé de la nature précise de la plainte
(Voir Règle 44 des Règles des groupes spéciaux binationaux)

A. Critères d'examen applicables

¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

B. Allégations d'erreur de fait ou de droit

C. Contestations de la compétence de l'organisme d'enquête

6. Énoncé du fondement habilitant la personne intéressée à déposer une plainte en application de la Règle 44 des Règles des groupes spéciaux binationaux

7. Dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Canada :

a) Le plaignant entend utiliser la langue spécifiée ci-dessous dans les actes de procédure et dans les procédures orales (cochez une seule case):

_____ Anglais

_____ Français

b) Le plaignant demande la traduction simultanée des procédures orales dans la langue suivante (cochez une seule case) :

_____ Anglais

_____ Français

Date

Signature de l'avocat (ou
de la personne intéressée si elle
n'est pas représentée par un avocat)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

AVIS DE COMPARUTION

1. _____
(Nom de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée qui dépose l'avis de comparution)

2. _____
(Nom de l'avocat de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée, le cas échéant)

3. _____

(Adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux), y compris l'adresse de courrier électronique, le cas échéant)

4. _____
(Numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de l'avocat de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée, ou numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de la personne intéressée si elle n'est pas représentée par un avocat)

_____ ¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

5. Le présent avis de comparution est déposé :

_____ pour appuyer tout ou partie des allégations formulées dans une plainte;

_____ pour réfuter tout ou une partie des allégations formulées dans une plainte;

_____ pour appuyer une partie des allégations formulées dans une plainte et réfuter une partie de ces allégations

6. Énoncé du fondement habilitant la personne intéressée à déposer un avis de comparution en application de la Règle 45 des Règles des groupes spéciaux binationaux

7. Dans le cas d'un avis de comparution déposé par l'organisme d'enquête

Déclaration de l'organisme d'enquête concernant toute admission relative aux allégations formulées dans les plaintes

8. Dans le cas de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Canada :

a) Le/la soussigné(e) entend utiliser la langue spécifiée ci-dessous dans les actes de procédure et dans les procédures orales (cochez une seule case) :

_____ Anglais

_____ Français

b) Le/la soussigné(e) demande la traduction simultanée des procédures orales :

_____ Oui

_____ Non

Date

Signature de l'avocat (ou
de la personne intéressée si elle
n'est pas représentée par un avocat)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

AVIS DE REQUÊTE

(Titre descriptif indiquant l'objet de la requête)

1. _____
(Nom de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée qui dépose l'avis de requête)

2. _____
(Nom de l'avocat de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée, le cas échéant)

3. _____

(Adresse aux fins de signification au sens de la Règle 5 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux), y compris l'adresse de courrier électronique, le cas échéant)

4. _____
(Numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de l'avocat de l'organisme d'enquête ou de la personne intéressée, ou numéro de téléphone et adresse de courrier électronique de la personne intéressée si elle n'est pas représentée par un avocat)

¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

5. Énoncé du redressement particulier demandé
6. Énoncé des motifs qui seront invoqués, y compris les références de tout point de droit, règle, jurisprudence ou doctrine cités
7. Arguments à l'appui de la requête, y compris les références aux éléments de preuve contenus dans le dossier administratif, indiquant la page et, si possible, la ligne correspondantes
8. Un projet d'ordonnance est joint au présent avis (voir Règle 65 et formulaire 6 des Règles des groupes spéciaux binationaux)

Date

Signature de l'avocat (ou de la
personne intéressée si elle n'est pas
représentée par un avocat)

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

ORDONNANCE

Considérant la requête en _____,
(redressement demandé)

déposée au nom de _____, et eu égard aux autres
(participant qui présente la requête)

documents et pièces de procédure déposés en l'espèce, il est par la présente

ORDONNÉ que la requête soit _____

Date		Membre du groupe spécial
		Membre du groupe spécial
		Membre du groupe spécial
		Membre du groupe spécial
		Membre du groupe spécial

¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

**EXAMEN PAR UN GROUPE SPÉCIAL BINATIONAL conformément à
l'ARTICLE 10.12 de l'ACCORD¹**

DANS L'AFFAIRE DE :
(Intitulé de l'examen)

Dossier du Secrétariat n°

AVIS DE DÉCISION FINALE DU GROUPE SPÉCIAL

Conformément aux directives du groupe spécial

et à la Règle 81 des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) de l'Accord (Règles des groupes spéciaux binationaux),

AVIS est donné par les présentes que le groupe spécial a rendu sa décision finale dans l'affaire susmentionnée.

Le présent avis prend effet le _____

Date de
publication

Signature du secrétaire
responsable

¹ Le terme « Accord » désigne l'ACEUM, T-MEC, USMCA.

REGLAS DE PROCEDIMIENTO DEL ARTÍCULO 10.12 (REVISIÓN ANTE UN PANEL BINACIONAL)

Parte I: Disposiciones Iniciales y Definiciones (Reglas 1-10)

Aplicación

1. Estas Reglas se establecen de conformidad con el Artículo 10.12.14 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado y se aplican a todas las revisiones ante un Panel de conformidad con el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado. Estas Reglas serán publicadas en Canadá en la *Canada Gazette*, en México en el *Diario Oficial de la Federación*, y en Estados Unidos en el *Federal Register*.

Título

2. Estas Reglas se denominan Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12.

Exposición de motivos

3. El objetivo de estas Reglas es permitir la aplicación del procedimiento de revisión ante paneles previsto por el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Capítulo 10 (Remedios Comerciales) del Tratado. Las Reglas fueron concebidas para permitir que los paneles rindan una decisión dentro de los 315 días siguientes al inicio del procedimiento. De conformidad con los objetivos y las disposiciones del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado, la finalidad de estas Reglas es asegurar la revisión justa, expedita y económica de resoluciones definitivas. Si surge una pregunta procesal que no está comprendida por estas Reglas el panel, por analogía a éstas o refiriéndose a las que hubiera aplicado el tribunal competente del país importador, podrá aplicar las reglas procesales que estime apropiadas para el caso particular.

4. En caso de incompatibilidad entre estas Reglas y el Tratado, prevalecerá éste sobre aquéllas.

Definiciones e Interpretación

5. Para los efectos de estas Reglas,

autoridad investigadora significa la autoridad investigadora competente, conforme se define en el Artículo 10.8 (Definiciones) del Tratado, que dictó la resolución definitiva sujeta a revisión e incluye, para efectos de la publicación, modificación o revocación de una Autorización de Acceso a la Información Confidencial, a cualquier persona autorizada por dicha autoridad;

autorización de Acceso a la Información Confidencial significa en el caso de:

- (a) Canadá, una Autorización de Acceso expedida por el Presidente o el Tribunal conforme a la Solicitud de Acceso a la Información Confidencial;
- (b) México, una Autorización de Acceso expedida por la Secretaría de Economía conforme a la Solicitud de Acceso a la Información Confidencial; y
- (c) Estados Unidos, una Orden de Protección expedida por la International Trade Administration del Departamento de Comercio o por la *International Trade Commission* conforme a la Solicitud de Acceso a la Información Confidencial;

Código de Conducta significa el código de conducta establecido por las Partes conforme al Artículo 10.17 (Código de Conducta) del Tratado;

comprobante de notificación significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá o México,
 - (i) un testimonio en que conste el nombre de la persona que notificó el documento y la fecha, lugar y forma de la notificación, o
 - (ii) un reconocimiento de notificación por el representante de un participante en que conste el nombre de la persona que notificó el documento y la fecha y forma de la notificación y, cuando el reconocimiento lo firme una persona distinta del representante, el nombre de esa persona acompañado por una declaración indicando que firma en nombre de dicho representante; y
- (b) Estados Unidos, un certificado de notificación en forma de declaración firmada por la persona que realizó la notificación y en la que se indique la fecha y forma de la notificación y el nombre de la persona a quien se realizó la notificación;

demandante significa la Parte o persona interesada que presenta una Reclamación de conformidad con la Regla 44;

día festivo con respecto a una sección del Secretariado de una Parte, significa todos los sábados y domingos, y cualquier otro día designado por esa Parte como festivo para los efectos de estas Reglas y notificado por esa Parte a su sección del Secretariado y por esa Sección a las otras Secciones del Secretariado y a las otras Partes;

domicilio para oír y recibir notificaciones significa:

- (a) respecto de las Partes, el domicilio comunicado al Secretariado como domicilio para oír y recibir notificaciones, incluyendo una dirección de correo electrónico señalada en dicha comunicación;
- (b) respecto de un participante distinto de las Partes, el domicilio de su representante legal acreditado, incluyendo una dirección de correo electrónico señalada con dicho domicilio o, en caso en que no esté representado, el que señale para oír y recibir notificaciones en la Solicitud de Revisión ante un Panel, en la Reclamación o en el Aviso de Comparecencia, incluyendo una dirección de correo electrónico señalada con dicho domicilio; o
- (c) si una Parte o un participante ha comunicado un cambio de domicilio para oír y recibir notificaciones, el nuevo domicilio señalado en el formulario correspondiente, incluyendo una dirección de correo electrónico señalada con dicho domicilio;

información confidencial significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá, la información referida en la subsección 84(3) del *Special Import Measures Act*, con sus reformas, o en la subsección 45(3) del *Canadian International Trade Tribunal Act*, con sus reformas, siempre que quien la designe o someta no retire su afirmación de que la información es confidencial;
- (b) México, la información confidencial, de conformidad con el artículo 80 de la *Ley de Comercio Exterior* y su reglamento; y
- (c) Estados Unidos, la información confidencial de negocios conforme a lo dispuesto en la sección 777(f) del *Tariff Act of 1930*, con sus reformas, y por sus reglamentos;

información gubernamental significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá, información:
 - (i) cuya divulgación perjudique las relaciones internacionales o la defensa o seguridad nacionales,
 - (ii) reservada del *Queen's Privy Council* de Canadá, o
 - (iii) contenida en correspondencia de gobierno a gobierno transmitida de manera confidencial

- (b) México, información cuya divulgación esté prohibida conforme a las leyes y reglamentos mexicanos, incluyendo:
 - (i) los datos, estadísticas y documentos relativos a la seguridad nacional y a las actividades estratégicas para el desarrollo científico y tecnológico, y
 - (ii) la información contenida en la correspondencia de gobierno a gobierno transmitida de manera confidencial, y
- (c) Estados Unidos, información clasificada de acuerdo a la Orden Ejecutiva Número 12065 o su sucesora;

información privilegiada significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá, la información de que dispone la autoridad investigadora sujeta al privilegio de confidencialidad inherente a la relación cliente-abogado de acuerdo con las leyes de Canadá o intercambiada durante el proceso de deliberación para la resolución definitiva, siempre que no exista renuncia a dicho privilegio;
- (b) México,
 - (i) la información de que dispone la autoridad investigadora que esté sujeta al privilegio de confidencialidad inherente a la relación cliente-abogado de acuerdo con las leyes de México, o
 - (ii) las comunicaciones internas entre los funcionarios de la Secretaría de Economía encargados de las investigaciones sobre derechos antidumping o compensatorios, y las comunicaciones entre dichos funcionarios y otros funcionarios públicos intercambiadas durante el proceso de deliberación para la resolución definitiva; y
- (c) Estados Unidos, la información de que dispone la autoridad investigadora sujeta al privilegio de confidencialidad inherente a la relación cliente-abogado, al privilegio de confidencialidad respecto del trabajo del abogado o al privilegio de confidencialidad del proceso gubernamental de deliberación, de acuerdo con las Leyes de los Estados Unidos, siempre que no exista renuncia a dicho privilegio;

lista para efectos de notificación significa, tratándose de la revisión ante un panel,

- (a) de una resolución definitiva dictada en Canadá, una lista que incluya a la otra Parte implicada, y,

- (i) si la resolución definitiva fue dictada por el Presidente, las personas incluidas en la lista que este último mantenga de quienes participaron en el procedimiento ante él y que hayan sido exportadores o importadores de bienes del país de la otra Parte implicada, o los reclamantes a que se refiere la sección 34 del *Special Import Measures Act*, con sus reformas, y
 - (ii) si la resolución definitiva fue dictada por el Tribunal, las personas incluidas en la lista que este último mantenga de quienes participaron en el procedimiento ante él y que hayan sido exportadores o importadores de bienes del país de la otra Parte implicada, los reclamantes a que se refiere la sección 31 del *Special Import Measures Act*, con sus reformas, u otros nacionales con interés en el resultado del procedimiento respecto de los bienes del país de la otra Parte implicada; y
- (b) de una resolución definitiva dictada en México o Estados Unidos, la lista que la autoridad investigadora mantenga de quienes fueron notificados durante el procedimiento del que resultó la resolución definitiva;

panel significa el panel binacional establecido conforme al Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales) del Tratado para efectos de la revisión de una resolución definitiva;

Parte significa el Gobierno de Canadá, el Gobierno de México o el Gobierno de Estados Unidos;

participante significa cualquiera de las siguientes personas cuando presenta una Reclamación conforme a la Regla 44 o un Aviso de Comparecencia conforme a la Regla 45:

- (a) una Parte;
- (b) una autoridad investigadora; o
- (c) una persona interesada;

persona significa:

- (a) un individuo;
- (b) una Parte;
- (c) una autoridad investigadora;
- (d) el gobierno de una provincia, estado u otra subdivisión política del país de la Parte;

- (e) un departamento, dependencia o entidad de una Parte o de un gobierno mencionada en el inciso (d), o
- (f) una sociedad o asociación;

persona interesada significa la persona que, conforme a las leyes del país en que se dictó la resolución definitiva, está legitimada para comparecer y ser representada en el procedimiento de revisión judicial de dicha resolución;

Presidente significa el Presidente de la *Canada Border Services Agency* designado conforme a la subsección 7(1) del *Canada Border Services Agency Act*, con sus reformas, e incluye cualquier persona autorizada para ejercer sus facultades, atribuciones o funciones como Presidente, de conformidad con el *Special Import Measures Act*, con sus reformas;

primera Solicitud de Revisión ante un Panel significa:

- (a) la Solicitud de Revisión ante un Panel para la revisión de una resolución definitiva, cuando sólo se presente esa solicitud; y
- (b) cuando exista más de una Solicitud de Revisión ante un Panel en relación con la misma resolución definitiva, la primera que se presente;

promoción significa una Solicitud de Revisión ante un Panel, una Reclamación, un Aviso de Comparecencia, un escrito de Cambio de Domicilio para Oír y Recibir Notificaciones, una petición incidental, una Notificación de Cambio de Representante Legal Acreditado, un memorial o cualquier otra comunicación por escrito presentada por un participante;

publicación oficial significa, en el caso del Gobierno de:

- (a) Canadá, la *Canada Gazette*;
- (b) México, el *Diario Oficial de la Federación*; y
- (c) Estados Unidos, el *Federal Register*;

representante significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá, la persona legitimada para comparecer como representante ante la Corte Federal de Canadá;
- (b) México, la persona legitimada para comparecer como representante ante el Tribunal Federal de Justicia Administrativa; y

- (c) Estados Unidos, la persona legitimada para comparecer como representante ante una corte federal en Estados Unidos;

representante legal acreditado significa el representante a que se refiere la Regla 26(1);

resolución definitiva significa, para Canadá, una decisión definitiva en el sentido de la subsección 77.01(1) de la *Special Import Measures Act*, con sus reformas;

Secretariado significa el Secretariado establecido de conformidad con el Artículo 30.6 (El Secretariado) del Tratado;

Secretariado implicado significa la sección del Secretariado ubicada en el país de una Parte implicada;

Secretariado responsable significa la sección del Secretariado ubicada en el país en el cual fue dictada la resolución definitiva impugnada;

Secretario significa el Secretario de la sección mexicana del Secretariado, el Secretario de la sección canadiense del Secretariado o el Secretario de la sección estadounidense del Secretariado, e incluye a cualquier persona autorizada para actuar en nombre de ese Secretario;

Secretario responsable significa el Secretario del Secretariado responsable;

Solicitud de Acceso a la Información Confidencial significa respecto a la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en:

- (a) Canadá, el formulario correspondiente puesto a disposición del público,
 - (i) por el Presidente respecto de una resolución definitiva dictada por él, y
 - (ii) por el Tribunal respecto de una resolución definitiva dictada por él;
- (b) México, la solicitud de acceso comprendida en el formulario correspondiente disponible en la Secretaría de Economía; y
- (c) Estados Unidos, una Solicitud de Orden de Protección,
 - (i) en el formulario correspondiente puesto a disposición del público por la *International Trade Administration* del Departamento de Comercio, respecto de una resolución definitiva dictada por ella, y
 - (ii) en el formulario correspondiente puesto a disposición del público por la *International Trade Commission*, respecto de una resolución definitiva dictada por ella;

Tratado significa el Tratado suscrito entre México, Estados Unidos y Canadá el 30 de noviembre de 2018, con sus enmiendas;

Tribunal significa el *Canadian International Trade Tribunal* o su sucesor e incluye a cualquier persona autorizada para actuar en su nombre.

6. Las definiciones establecidas en el Artículo 10.8 (Definiciones) del Tratado se incorporan a las presentes Reglas.

7. Cualquier notificación hecha conforme a estas Reglas deberá realizarse por escrito.

Código de Conducta

8. Los candidatos que se consideren para ser designados como panelistas, los panelistas, sus asistentes y el personal de apoyo deben cumplir con el Código de Conducta establecido conforme al Artículo 10-17 (Código de Conducta) del Tratado.

9. El Secretariado responsable proporcionará una copia del Código de Conducta a cada candidato que sea considerado para ser designado como miembro de un panel, y a cada individuo seleccionado para fungir como panelista, así como a sus asistentes y personal de apoyo.

10. El participante que considere que un panelista, su asistente o personal de apoyo ha incurrido en violación del Código de Conducta, lo notificará de inmediato por escrito al Secretario responsable. El Secretario responsable notificará sin demora de ello al otro Secretario implicado y a las Partes implicadas.

Parte II: Disposiciones generales (Reglas 11-37)

Duración y alcance de la revisión ante un panel

11. La revisión ante un panel comienza el día de la presentación ante el Secretariado de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel y concluye el día en que surta efectos el Aviso de Terminación de la Revisión ante el panel.

12. La revisión ante un panel se limitará:

- (a) a los alegatos de error de hecho o de derecho, incluyendo impugnaciones a la jurisdicción de la autoridad investigadora, comprendidos en las Reclamaciones presentadas ante el panel; y

- (b) a los medios de defensa tanto adjetivos como sustantivos invocados en la revisión ante el panel.

Obligaciones del Secretario

13. Las horas hábiles del Secretariado, durante las cuales sus oficinas estarán abiertas al público, serán de las 9:00 a las 17:00 horas de lunes a viernes, sin contar, en el caso de:

- (a) la sección mexicana del Secretariado, los días festivos para esa sección;
- (b) la sección canadiense del Secretariado, los días festivos para esa sección; y
- (c) la sección estadounidense del Secretariado, los días festivos para esa sección.

14. Corresponde al Secretario responsable proporcionar asistencia administrativa para cada revisión ante un panel, así como encargarse de la organización de las audiencias y reuniones del panel, incluyendo, en su caso, la participación de intérpretes para efectos de traducción simultánea.

15. (1) Cada Secretario deberá mantener un expediente de cada procedimiento de revisión. Sujeto a lo dispuesto en los párrafos (3) y (4), el expediente contendrá el original o copia de todos los documentos presentados en la revisión, aunque no hayan sido presentados de conformidad con estas Reglas.

(2) El número de expediente asignado a la primera Solicitud de Revisión ante un Panel debe ser el número de expediente del Secretariado para todos los documentos presentados o emitidos en esa revisión. El Secretariado deberá sellar todos los documentos presentados con la fecha y la hora de su recepción.

(3) Cuando, después de notificada la selección de un panel conforme a la Regla 47, se presente un documento que no cumpla con los requisitos de estas Reglas o no esté previsto por ellas, el Secretario responsable podrá solicitar instrucciones al Presidente del panel, siempre y cuando el panel le haya delegado dicha autoridad conforme a la Regla 22(2).

(4) En el supuesto del párrafo anterior, el Presidente podrá instruir al Secretario responsable que:

- (a) mantenga el documento en el expediente, sin perjuicio de un incidente ulterior de tacha del documento; o
- (b) devuelva el documento a la persona que lo presentó, sin perjuicio de un incidente ulterior de admisión del documento.

16. (1) El Secretario responsable deberá proporcionar al otro Secretario implicado todas las órdenes y decisiones del panel. El Secretario responsable también deberá proporcionar al otro

Secretario implicado una copia de todos los documentos presentados ante su oficina durante la revisión, que no estén claramente marcados como información privilegiada o confidencial conforme a las Reglas 48(2)(b) y 60(1)(a).

(2) Si un Secretariado implicado solicita por escrito al Secretario responsable cualesquiera documentos privilegiados o confidenciales, el Secretario responsable deberá proporcionar dicha documentación sin demora.

17. Cuando conforme a estas Reglas corresponda al Secretario responsable asegurar la publicación de alguna notificación o documento en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas, el Secretario responsable y el otro Secretario implicado se encargarán de ello en el país en que se encuentre ubicada su sección del Secretariado.

18. (1) Antes de asumir sus cargos, el Secretario y todos los miembros del personal del Secretariado deberán presentar una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial al Presidente, al Tribunal, a la Secretaría de Economía, a la *International Trade Administration* del Departamento de Comercio de Estados Unidos y la *International Trade Commission* de Estados Unidos.

(2) Una vez cumplido el requisito a que se refiere el párrafo anterior, la autoridad investigadora correspondiente deberá emitir al Secretario o al miembro respectivo del personal del Secretariado, una Autorización de Acceso a la Información Confidencial.

19. (1) El Secretario responsable deberá presentar ante la autoridad investigadora, ya sea de forma física el original y las copias adicionales solicitadas por ella, o de forma electrónica, la Solicitud de Acceso a la Información Confidencial presentada por un panelista, su asistente, el estenógrafo, el intérprete y el traductor de conformidad con la Regla 51, así como de cualquier modificación ulterior a dicha solicitud.

(2) Corresponde al Secretario responsable asegurar que los panelistas, sus asistentes, el estenógrafo, el intérprete y el traductor le presenten una Autorización de Acceso a la Información Confidencial antes de asumir su encargo en una revisión ante un panel.

20. Cuando se presente ante el Secretariado responsable un documento que contenga información confidencial o información privilegiada, corresponderá a cada Secretario implicado asegurar que:

- (a) el archivo, conservación, manejo y distribución de dicho documento se realice en los términos de la Autorización de Acceso a la Información Confidencial correspondiente;
- (b) la envoltura interna del documento o su portada indique claramente que contiene información confidencial o información privilegiada; y

- (c) el acceso al documento se limite a funcionarios y representantes de la autoridad investigadora cuya resolución definitiva se encuentre sujeta a revisión, y
 - (i) en el caso de información confidencial, a la persona que la sometió a la autoridad investigadora o su representante y a cualquier persona que tenga acceso a ella conforme a una Autorización de Acceso a la Información Confidencial respecto al documento, y
 - (ii) en el caso de información privilegiada presentada durante la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos o Canadá, a las personas respecto de las cuales el panel ha ordenado la divulgación de información privilegiada conforme a la Regla 56, siempre que dichas personas hayan presentado ante el Secretariado responsable una Autorización de Acceso a la Información Confidencial respecto al documento.

21. (1) Los Secretarios permitirán a cualquier persona el acceso a la información comprendida en el expediente siempre que no sea confidencial ni privilegiada. Para tal efecto y previo pago de una cuota apropiada, deberán proporcionar copias de la información solicitada.

(2) En los términos de lo dispuesto por la Regla 20(c) y por la Autorización de Acceso a la Información Confidencial correspondiente o por la orden del panel, cada Secretario deberá:

- (a) permitir el acceso a la información confidencial o a la información privilegiada que conste en el expediente; y
- (b) previo pago de una cuota apropiada, proporcionar copia de la información a que se refiere el inciso (a).

(3) Ningún documento presentado durante la revisión ante un panel deberá ser retirado de las oficinas del Secretariado, excepto en el curso ordinario de las actividades del Secretariado o de conformidad con las instrucciones del panel.

Funcionamiento interno del panel

22. (1) Tratándose de asuntos administrativos de rutina, el panel podrá adoptar sus propios procedimientos internos siempre que no sean incompatibles con estas Reglas.

- (2) El panel podrá delegar en su presidente las siguientes facultades,
 - (a) la de aceptar o rechazar documentos presentados de conformidad con la Regla 15(4); y

- (b) la de conceder una petición incidental consentida por todos los participantes, siempre que no se trate de la petición incidental presentada conforme a las Reglas 25 o 56, del incidente de devolución de una resolución definitiva o de una petición incidental incompatible con una decisión u orden previas del panel.

(3) La decisión del presidente a que se refiere el párrafo anterior tendrá el carácter de orden del panel.

(4) Sin perjuicio de lo dispuesto por la Regla 31(b), el panel podrá reunirse vía conferencia telefónica o videoconferencia.

23. Sólo los panelistas podrán participar en las deliberaciones del panel, las cuales deberán celebrarse en privado y permanecer secretas. El personal de los Secretariados implicados y los asistentes de los panelistas podrán estar presentes por autorización del panel.

Cómputo de plazos

24. (1) En el cómputo de los plazos establecidos en estas Reglas o fijados por una orden o decisión del panel se excluirá el día en que deba empezar a correr el término y, sujeto a lo dispuesto por el párrafo (2), se incluirá el último día.

(2) Si el último día del plazo computado conforme al párrafo anterior es un día festivo para el Secretariado responsable u otro día en que las oficinas de dicha sección del Secretariado estén cerradas por orden del gobierno o por circunstancias imprevistas fuera del control de esa Parte, ese día y cualquier otro día festivo que le siga de manera inmediata será excluido del cómputo.

25. (1) El panel podrá prorrogar cualquier plazo establecido en estas Reglas, siempre que:
- (a) mantener el plazo resulte en una injusticia o en un perjuicio para algún participante o en la violación de un principio general de derecho en el país en que se dictó la resolución definitiva;
 - (b) la prórroga sea sólo por el tiempo necesario para evitar la injusticia, el perjuicio o la violación;
 - (c) la decisión de prorrogar sea tomada por el voto de 4 de los 5 miembros del panel; y
 - (d) en el otorgamiento de la prórroga, el panel tome en consideración el objetivo de estas Reglas de asegurar la revisión justa, expedita y económica de resoluciones definitivas.

(2) Los participantes podrán solicitar una prórroga presentando una petición incidental a más tardar diez días antes del vencimiento del plazo. La respuesta a la petición incidental deberá ser presentada dentro de los siete días siguientes a la presentación de dicha petición incidental.

(3) El participante que no solicite una prórroga de conformidad con el párrafo anterior podrá presentar una petición incidental solicitando autorización para la presentación extemporánea, indicando las razones que motiven la solicitud de prórroga y las que le impidieron cumplir con lo dispuesto por el párrafo (2).

(4) Normalmente el panel resolverá el incidente previsto en el párrafo anterior antes del vencimiento del plazo que motivó la petición incidental.

Representante legal acreditado

26. (1) Quien, a nombre de un participante, firme un documento presentado de acuerdo con estas Reglas será su representante legal acreditado desde esa fecha y hasta que surta efectos un cambio realizado de conformidad con el párrafo (2).

(2) Cualquier participante podrá cambiar a su representante legal acreditado, previa presentación ante el Secretariado responsable de una Notificación de Cambio de Representante Legal Acreditado firmada por el nuevo representante y notificada al representante anterior y a los otros participantes.

(3) Un participante distinto a un individuo debe ser representado por un representante legal acreditado.

Presentación, Notificación y Comunicaciones

27. (1) Sin perjuicio de lo establecido en las Reglas 50(1), 51, 54(1), 56(3) y 77(2)(a), un documento se considerará presentado ante el Secretariado responsable cuando éste reciba el original y dos copias del documento de manera física, o cuando el documento sea presentado por medios electrónicos, en horas hábiles y dentro del plazo fijado para su presentación.

(2) El Secretariado responsable acusará la recepción, de manera física o electrónica, a la parte que presente el documento.

(3) El acuse de recepción de conformidad con el párrafo anterior no constituye una renuncia a la aplicación del plazo fijado para su presentación ni un reconocimiento de que el documento ha sido presentado de conformidad con estas Reglas.

28. Corresponde al Secretario responsable notificar lo siguiente, lo cual podrá ser cumplido a través de notificación electrónica si las Partes involucradas han acordado una plataforma de presentación electrónica que esté en uso por el Secretariado responsable:

- (a) a las Partes, el Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial y cualquier reclamación;
- (b) a las Partes, a la autoridad investigadora y a las personas señaladas en la lista para efectos de notificación, las Solicitudes para la Revisión ante un panel; y
- (c) a los participantes; los Avisos de Comparecencia; las Autorizaciones de Acceso a la Información Confidencial otorgadas a los panelistas, sus asistentes, estenógrafos, intérpretes o traductores; cualquier modificación o aviso de revocación de una Autorización de Acceso a la Información Confidencial; las decisiones y órdenes del panel; el Aviso de Acción Final del Panel y el Aviso de Terminación de la Revisión ante el Panel.

29. (1) Sin perjuicio de lo establecido en los párrafos (6) y (7), todos los documentos presentados por un participante, con la excepción del expediente administrativo, del expediente complementario de devolución y de los documentos que la Regla 28 ordene sean notificados por el Secretario responsable, deberán ser notificados por el participante al representante legal acreditado de los otros participantes y, cuando alguno de éstos no tenga representante, al participante mismo.

(2) Si una plataforma de presentación electrónica acordada por las Partes implicadas es usada para presentaciones, la notificación electrónica por medio de la plataforma de presentación será suficiente para efecto de los requerimientos en materia de notificación de esta Regla.

(3) Los documentos referidos en el párrafo (1) deberán ir acompañados de un comprobante de notificación.

(4) Cuando la notificación de un documento se realice utilizando un servicio expedito de mensajería o un servicio expedito de correo, la fecha de notificación indicada en el testimonio de notificación o en el certificado de notificación será la del día de entrega del documento a dichos servicios expeditos.

(5) Cuando un documento sea notificado de manera electrónica, la fecha de notificación será la del día en que el documento sea enviado por el remitente.

(6) Los documentos que contengan información confidencial o información privilegiada deberán, conforme a lo establecido por las Reglas 48 y 60(1)(a), ser presentados y notificados en sobre sellado y serán notificados únicamente:

- (a) a la autoridad investigadora; y

- (b) a los participantes que tengan, conforme a una Autorización de Acceso a la Información Confidencial o a una orden del panel, acceso a la información confidencial o a la información privilegiada.
- (7) Corresponde al reclamante notificar su Reclamación a la autoridad investigadora y a todas las personas señaladas en la lista para efectos de notificación.

30. Sin perjuicio de lo establecido por la Regla 31(a), la notificación podrá realizarse:

- (a) enviando o entregando copia del documento al domicilio para oír y recibir notificaciones del participante por medio de un servicio expedito de mensajería o un servicio expedito de correo;
- (b) enviando una copia del documento a la dirección de correo electrónico del participante;
- (c) notificando personalmente al participante; o
- (d) por cualquier medio, incluyendo el uso de una plataforma de presentación electrónica acordada por las Partes implicadas, que el Secretariado responsable pueda ordenar, previa consulta con los participantes.

31. Cuando durante la revisión ante el panel y de conformidad con la Autorización de Acceso a la Información Confidencial, una persona recibe información confidencial o información privilegiada, dicha persona no deberá:

- (a) presentar, notificar o comunicar la información confidencial o la información privilegiada utilizando medios electrónicos no seguros, excepto conforme sea autorizado por los términos de la Autorización; o
- (b) comunicar la información confidencial o la información privilegiada por vía telefónica.

32. La notificación a la autoridad investigadora no constituye notificación a las Partes y la notificación a una Parte no constituye notificación a la autoridad investigadora.

Promociones y traducción simultánea de la revisión ante un panel en Canadá

33. Las Reglas 34 a 36 e aplican a la revisión ante un panel de resoluciones definitivas dictadas en Canadá.

34. Una persona o panelista podrá usar el inglés o francés en un documento o intervención oral.

35. (1) Sin perjuicio de lo dispuesto por el párrafo (2), cualquier orden o decisión del panel, incluyendo su motivación, deberán hacerse disponibles simultáneamente en inglés y francés cuando:

- (a) en la opinión del panel, la orden o decisión se refiere a una cuestión de derecho de interés público o de importancia general; o
- (b) el procedimiento que condujo a la orden o decisión se desarrolló total o parcialmente en inglés y francés.

(2) Cuando una orden o decisión,

- (a) del panel no deba, conforme al párrafo anterior, ponerse simultáneamente a disposición en inglés y francés; o

- (b) deba, conforme al inciso (1)(a), ponerse simultáneamente a disposición en inglés y francés, pero el panel considere que ello ocasionaría un retraso perjudicial para el interés público, una injusticia o un perjuicio para algún participante, dicha orden o decisión, incluyendo su motivación, deberán ser pronunciadas en inglés o francés, siendo traducidas lo antes posible al otro idioma. Se reputará que ambas versiones surten efectos el día en que surte efectos la primera de ellas.

(3) Nada en los párrafos (1) y (2) será interpretado en el sentido de prohibir el pronunciamiento oral en inglés o francés de cualquier orden o decisión, o de su motivación.

(4) El hecho de no pronunciarlas en inglés y francés no invalida una orden ni una decisión.

36. (1) Cualquier procedimiento oral celebrado en inglés y francés será simultáneamente interpretado.

(2) El participante que desee la interpretación simultánea del procedimiento oral deberá solicitarlo con toda la antelación que sea posible y, de preferencia, al momento de presentar la Reclamación o el Aviso de Comparecencia.

(3) Cuando el presidente del panel considere que concurre alguna causa de interés público en el procedimiento de revisión, podrá ordenar al Secretario responsable que organice la interpretación simultánea de cualquier parte oral del procedimiento.

Costos, remuneración del panel y gastos

37. (1) Cada participante asumirá los costos de su participación en la revisión ante un panel, así como aquellos costos incidentales.

(2) Las Partes implicadas asumirán en partes iguales la remuneración y los gastos de los panelistas elegidos de conformidad con el Anexo 10-B-1 (Integración de Paneles Binacionales) y de sus asistentes, y todos los gastos administrativos del panel.

(3) A menos que las Partes implicadas acuerden algo diferente, la remuneración de los panelistas se pagará según la tasa para los panelistas no gubernamentales utilizada por la OMC en la fecha en que la Solicitud de Revisión ante un Panel sea realizada de conformidad con el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios).

(4) A menos que las Partes implicadas acuerden algo diferente, los gastos de viaje se pagarán según la Tasa Diaria de Gastos por Manutención de la ubicación de la audiencia establecida por la Comisión de Administración Pública Internacional de las Naciones Unidas en la fecha en que la Solicitud de Revisión ante un Panel sea realizada de conformidad con el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios).

(5) Cada panelista podrá contratar a un asistente para brindar apoyo en investigación, traducción o interpretación, a menos que un panelista requiera un asistente adicional y las Partes implicadas acuerden que, debido a circunstancias excepcionales, el panelista debería poder contratar a un asistente adicional. A cada asistente de un panelista se le pagará según una tasa de un quinto de la tasa de un panelista.

(6) Los gastos autorizados a un panel establecido conforme al Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales) serán los siguientes:

- (a) gastos de viaje: incluyen los costos de transporte de los panelistas y asistentes, su alojamiento y comidas, así como los impuestos y seguros relacionados. Se harán los preparativos de viaje y se reembolsarán los gastos de viaje, de conformidad con las directrices administrativas aplicadas por el Secretariado responsable; y
- (b) gastos administrativos: incluyen, entre otros, llamadas telefónicas, servicios de mensajería, fax, papelería, alquiler de lugares utilizados para audiencias y deliberaciones, servicios de interpretación, estenógrafos judiciales o cualquier otra persona o servicio contratado por el Secretariado responsable para respaldar el procedimiento.

(7) Cada panelista y asistente mantendrá y rendirá una cuenta final de su tiempo y gastos al Secretariado responsable, y el panel mantendrá y rendirá una cuenta final al Secretariado responsable de sus gastos administrativos. Cada panelista y asistente presentará esta cuenta, incluida la documentación de respaldo pertinente, como las facturas, de conformidad con las directrices administrativas del Secretariado responsable. Un panelista o asistente podrá presentar solicitudes para pago de remuneración o reembolso de gastos durante el procedimiento sobre una base trimestral recomendada a lo largo de una disputa en curso. Los panelistas y asistentes deberán presentar cualquier solicitud para pago de remuneración o reembolso final dentro de los 60 días posteriores a la presentación del Aviso de Terminación de la Revisión ante el Panel.

(8) Todas las solicitudes de pago estarán sujetas a revisión por parte del Secretariado responsable. El Secretariado responsable realizará los pagos para la remuneración de los panelistas y asistentes y para los gastos de conformidad con las directrices administrativas aplicadas por el Secretariado responsable, utilizando los recursos proporcionados igualitariamente por las Partes implicadas, y en coordinación con las Partes implicadas. Ningún Secretariado responsable estará obligada a pagar ninguna remuneración o gasto en relación con un procedimiento de panel antes de recibir las contribuciones de las Partes implicadas.

(9) El Secretariado responsable presentará a las Partes implicadas un informe final sobre los pagos realizados en relación con una controversia. A solicitud de una Parte implicada, el Secretariado responsable presentará a las Partes implicadas un informe de los pagos realizados hasta la fecha en cualquier momento durante los procedimientos del panel.

(10) En caso de renuncia o destitución de un panelista o asistente, o si el panel emite una orden desechando o terminando el procedimiento, el Secretariado responsable hará el pago de la remuneración y gastos adeudados hasta la fecha de la resignación o destitución de un panelista o asistente, o la fecha en que sea emitida una orden desechando o terminando el procedimiento, utilizando recursos proporcionados igualitariamente por las Partes implicadas. La cuenta final de tiempo o gastos de un panelista o asistente, deberá seguir el procedimiento establecido en el párrafo (7) y deberá ser presentado dentro de los 60 días posteriores a la fecha de renuncia o destitución, o de la orden desechando o terminando el procedimiento del panel.

Parte III: Inicio de la revisión ante un panel (Reglas 38-46)

Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial

38. (1) La persona interesada que tenga la intención de solicitar la revisión judicial de una resolución definitiva deberá:

- (a) respecto de una resolución definitiva dictada en Canadá, publicar ese hecho en el *Canadá Gazette* y enviar un Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial a ambos Secretarios implicados y a todas las personas citadas en la lista para efectos de notificación; y
- (b) respecto de una resolución definitiva dictada en México o Estados Unidos, notificar, dentro de los 20 días siguientes a la fecha referida en el párrafo 3(b) o (c), un Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial:
 - (i) a ambos Secretarios implicados,
 - (ii) a la autoridad investigadora, y

(iii) a todas las personas citadas en la lista para efectos de notificación.

(2) Cuando la resolución definitiva referida en el párrafo (1) fue dictada en Canadá, el Secretario de la sección canadiense del Secretariado deberá enviar a la autoridad investigadora una copia del Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial.

(3) El Aviso de Intención de Iniciar la Revisión Judicial referido en el párrafo (1) deberá incluir la siguiente información (formulario modelo proporcionado en el Anexo):

- (a) la establecida en la Reglas 59(1)(c) a (f);
- (b) el nombre de la resolución definitiva respecto de la cual se pretende solicitar la revisión judicial, la autoridad investigadora que la emitió, el número de expediente asignado por la autoridad investigadora y, si la resolución definitiva fue publicada en alguna publicación oficial, la cita correspondiente, incluyendo la fecha de publicación; y
- (c) si la resolución definitiva no fue publicada en la publicación oficial, la fecha en que la notificación de la resolución definitiva fue recibida por la otra Parte.

Solicitud de Revisión ante un Panel

39. (1) La Solicitud de Revisión ante un Panel debe cumplir con:

- (a) la sección 77.011 o 96.21 del *Special Import Measures Act*, con sus reformas, y sus reglamentos;
- (b) la sección 516A del *Tariff Act de 1930*, con sus reformas, y sus reglamentos;
- (c) la sección 504 del *United States-Mexico-Canada Implementation Act* y sus reglamentos; o
- (d) los artículos 97 y 98 de la *Ley de Comercio Exterior* y su Reglamento.

(2) La Solicitud de Revisión ante un Panel deberá contener la siguiente información (formulario modelo proporcionado en el Anexo):

- (a) la contenida en la Regla 59(1);
- (b) el nombre de la resolución definitiva respecto de la cual se solicita la revisión ante un panel, la autoridad investigadora que emitió la resolución definitiva, el número de expediente asignado por la autoridad investigadora y la cita apropiada cuando la

resolución definitiva fue publicada en una publicación oficial;

- (c) la fecha en que se notificó a la otra Parte el aviso de la resolución definitiva cuando ella no haya sido publicada en una publicación oficial;
- (d) la lista para efectos de notificación definida en la Regla 5.

40. (1) Una vez recibida la primera Solicitud de Revisión ante un Panel, corresponderá al Secretario responsable:

- (a) enviar de inmediato al otro Secretario implicado una copia de la Solicitud;
- (b) comunicar de inmediato al otro Secretario implicado el número de expediente asignado por el Secretariado; y
- (c) notificar mediante copia la primera Solicitud de Revisión ante un Panel a las personas señaladas en la lista para efectos de notificación, indicando la fecha de presentación de la solicitud y señalando:
 - (i) que una Parte o una persona interesada podrán impugnar la resolución definitiva en parte o en su totalidad, mediante la presentación de una Reclamación en los términos de la Regla 44 dentro de los 30 días siguientes a la presentación de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel,
 - (ii) que una Parte, una autoridad investigadora u otra persona interesada que no presenten una Reclamación pero que pretendan participar en la revisión ante el panel, deberán presentar un Aviso de Comparecencia de conformidad con la Regla 45 dentro de los 45 días siguientes a la presentación de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel, y
 - (iii) que la revisión ante un panel se limitará a los alegatos de error de hecho o de derecho, incluyendo la declinatoria de competencia de la autoridad investigadora, comprendidos en las Reclamaciones presentadas ante el panel y a los medios de defensa tanto adjetivos como sustantivos invocados en la revisión ante el panel.

(2) A la presentación de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel, el Secretario responsable deberá publicar de inmediato un aviso de dicha presentación en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas. El aviso especificará que la Solicitud para la Revisión ante un Panel ha sido recibida, la fecha de su presentación, la resolución definitiva respecto de la cual se solicita la revisión ante un panel y la información a que se refiere el inciso (1)(c).

Revisión conjunta ante un panel

41. (1) Sin perjuicio de lo dispuesto por la Regla 42, cuando se establezca un panel para revisar una resolución definitiva dictada conforme:

(a) al párrafo 41(1)(b) del *Special Import Measures Act* con sus reformas en relación con bienes de Estados Unidos o de México y se presenta respecto de los mismos bienes una Solicitud de Revisión ante un Panel de una resolución definitiva dictada conforme a la subsección 43(1) de dicha ley; o

(b) a la sección 705(a) o 735(a) del *Tariff Act de 1930*, con sus reformas, en relación con bienes de Canadá o de México y se presenta respecto de los mismos bienes una Solicitud de Revisión ante un Panel de una resolución definitiva dictada bajo la sección 705(b) o 735(b) de dicha ley;

dentro de los 10 días siguientes a la presentación de ésta segunda solicitud, quien participe en el primer procedimiento de revisión, la autoridad investigadora en el segundo procedimiento de revisión o cualquier persona interesada que figure en la lista para efectos de notificación del segundo procedimiento de revisión, podrán presentar, en el primer procedimiento, una petición incidental para que las dos resoluciones definitivas se revisen conjuntamente por un panel.

(2) Quien participe en el primer procedimiento de revisión, la autoridad investigadora en el segundo procedimiento de revisión o cualquier persona interesada que figure en la lista para efectos de notificación del segundo procedimiento de revisión, que manifieste su intención de participar en el segundo procedimiento de revisión, podrá objetar la petición incidental a que se refiere el párrafo anterior, dentro de los 10 días siguientes a su presentación. En este supuesto, la petición incidental se reputará denegada y deberán llevarse a cabo procedimientos separados de revisión.

42. (1) Cuando, habiéndose establecido un panel para revisar una resolución definitiva aplicable a bienes de Estados Unidos o México y dictada conforme al párrafo 41(1)(b) del *Special Import Measures Act* con sus reformas, se presente también una Solicitud de Revisión ante un Panel de una resolución definitiva negativa dictada conforme a la subsección 43(1) de dicha ley en relación con los mismos bienes, ambas resoluciones definitivas serán revisadas conjuntamente por el mismo panel.

(2) Cuando, habiéndose establecido un panel para revisar una resolución definitiva aplicable a bienes de Canadá o México y dictada conforme a la sección 705(a) o 735(a) del *Tariff Act de 1930* con sus reformas, se presente también una Solicitud de Revisión ante un Panel de una resolución definitiva negativa dictada conforme a la sección 705(b) o 735(b) de dicha ley en relación con los mismos bienes, ambas resoluciones definitivas serán revisadas conjuntamente por el mismo panel.

43. (1) Sin perjuicio de lo dispuesto por los párrafos (2) y (3), en los supuestos de revisión conjunta de resoluciones definitivas conforme a las Reglas 41 o 42, se aplicarán a la revisión conjunta los plazos establecidos por estas Reglas para la revisión de una resolución definitiva

dictada conforme a la subsección 43(1) del *Special Import Measures Act* conforme a sus reformas, o a la sección 705(b) o 735(b) del *Tariff Act de 1930* con sus reformas. Lo anterior se entiende a partir de la fecha prevista por la Regla 61 para la presentación de memoriales.

(2) Salvo orden diferente del panel dictada en el incidente previsto por el párrafo (3), en el supuesto de revisión conjunta de resoluciones definitivas conforme a la Regla 42, el panel rendirá su decisión respecto de las resoluciones definitivas dictadas conforme a la subsección 43(1) del *Special Import Measures Act* con sus reformas o conforme a la sección 705(b) o 735 (b) del *Tariff Act de 1930* con sus reformas. Subsecuentemente, en caso de devolución a la autoridad investigadora de una resolución definitiva y de un Informe de Devolución afirmativo, el panel deberá rendir una decisión respecto de la resolución definitiva dictada conforme al párrafo 41(1)(b) del *Special Import Measures Act* con sus reformas o conforme a la sección 705(a) o 735(a) del *Tariff Act de 1930* con sus reformas.

(3) En los supuestos de revisión conjunta de resoluciones definitivas conforme a las Reglas 41 o 42, cualquier participante podrá, a título personal o con el consentimiento de los otros participantes, solicitar por la vía incidental que se fijen plazos, diferentes de los referidos en el párrafo (1), para la presentación de promociones, para el procedimiento oral y para decisiones u otros asuntos.

(4) A más tardar dentro de los 10 días siguientes a la fecha fijada para presentar Avisos de Comparecencia al procedimiento de revisión de una resolución definitiva dictada conforme a la subsección 43(1) del *Special Import Measures Act* con sus reformas o conforme a la sección 705(b) o 735(b) del *Tariff Act de 1930* con sus reformas, deberá presentarse la Petición Incidental emitida al amparo del párrafo (3).

(5) Salvo orden en contrario del panel, si éste no ha resuelto el incidente a que se refiere el párrafo (3) dentro de los 30 días siguientes a la presentación de la petición incidental, la petición se considerará denegada.

Reclamación

44. (1) La persona interesada que desee invocar errores de hecho o de derecho en relación con la resolución definitiva, incluyendo la declinatoria de competencia de la autoridad investigadora, deberá presentar al Secretariado responsable una Reclamación. Dicha Reclamación deberá ser presentada dentro de los 30 días siguientes a la presentación de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel y se acompañará de un comprobante de notificación a la autoridad investigadora y a todas las personas que figuren en la lista para efectos de notificación. Lo dispuesto por este párrafo se entiende sin perjuicio de lo establecido por el párrafo (3).

(2) La Reclamación a que se refiere el párrafo anterior deberá contener la siguiente información (formulario modelo proporcionado en el Anexo):

- (a) la establecida en la Regla 59(1);
- (b) la naturaleza de la Reclamación, incluyendo el criterio de revisión y los errores de hecho o de derecho alegados, incluyendo la declinatoria de competencia de la autoridad investigadora;
- (c) acreditar el derecho de la persona interesada para presentar una Reclamación conforme a la presente Regla; e
- (d) indicar, tratándose de resoluciones definitivas dictadas en Canadá, si el demandante:
 - (i) tiene la intención de utilizar inglés o francés en las actuaciones escritas y orales ante el panel, y
 - (ii) requiere interpretación simultánea de las actuaciones orales.

(3) Únicamente tienen derecho a presentar una Reclamación las personas interesadas con legitimación para solicitar la revisión judicial de la resolución definitiva.

(4) Sin perjuicio de lo dispuesto por el párrafo (5), quien desee presentar una versión modificada de la Reclamación deberá hacerlo dentro de los 5 días anteriores al vencimiento del plazo para la presentación de un Aviso de Comparecencia conforme a la Regla 45.

(5) El panel podrá autorizar la presentación de una versión modificada de la Reclamación después del plazo referido en el párrafo anterior, pero en ningún caso después del vigésimo día previo al vencimiento del plazo para presentar memoriales conforme a la Regla 61(1).

(6) La autorización para presentar una versión modificada de la Reclamación se solicitará al panel mediante la presentación de una petición incidental a la cual se acompañe la Reclamación modificada.

(7) Cuando un panel no resuelva el incidente a que se refiere el párrafo (6) dentro del plazo previsto por la Regla 61(1) para la presentación de memoriales, la petición se considerará denegada.

Aviso de Comparecencia

45. (1) Dentro de los 45 días siguientes a la presentación de la primera Solicitud de Revisión ante un Panel, la autoridad investigadora y cualquier otra persona interesada que pretenda participar en la revisión ante un panel y que no haya presentado una Reclamación, deberá presentar ante el Secretariado responsable un Aviso de Comparecencia que (formulario modelo proporcionado en el Anexo):

- (a) contenga la información a que se refiere la Regla 59(1);
- (b) acredite el derecho de la persona interesada para presentar un Aviso de Comparecencia conforme a la presente Regla;
- (c) indique, tratándose de un Aviso de Comparecencia presentado por la autoridad investigadora, los alegatos esgrimidos en las Reclamaciones que se entienden consentidos;
- (d) precise si la comparecencia:
 - (i) se realiza en apoyo de alguno o todos los alegatos esgrimidos en una Reclamación conforme a la Regla 44(2)(b),
 - (ii) se realiza en oposición de alguno o todos los alegatos esgrimidos en una Reclamación conforme a la Regla 44(2)(b), o
 - (iii) se realiza en apoyo de alguno de los alegatos esgrimidos en una Reclamación conforme a la Regla 44(2)(b) y en oposición a otros; e
- (e) indique, tratándose de resoluciones definitivas dictadas en Canadá, si la persona que presenta el Aviso de Comparecencia:
 - (i) tiene la intención de utilizar inglés o francés en las actuaciones escritas y orales ante el panel, y
 - (ii) requiere interpretación simultánea de las actuaciones orales.

(2) El demandante que tenga la intención de comparecer para oponerse a los alegatos esgrimidos en una Reclamación presentada conforme a la Regla 44(2)(b), deberá presentar un Aviso de Comparecencia que cumpla con lo establecido por los párrafos (1)(b) y (1)(d)(ii) o (iii).

Expediente para efectos de la revisión

46. (1) Dentro de los 15 días siguientes al vencimiento del plazo para presentar un Aviso de Comparecencia, la autoridad investigadora cuya resolución definitiva esté sujeta a revisión presentará ante el Secretariado responsable una copia de:

- (a) la resolución definitiva, incluyendo su motivación;
- (b) un Índice que describa el contenido del expediente administrativo, acompañado por el comprobante de notificación del Índice a todos los participantes; y

- (c) sin perjuicio de lo establecido por los párrafos (3), (4) y (5), del expediente administrativo.
- (2) El índice referido en el párrafo (1)(b) identificará, en su caso, los documentos que contengan información confidencial, información privilegiada o información gubernamental mediante una declaración para tal efecto.
- (3) Los documentos que contengan información confidencial deberán ser presentados en sobre sellado, de conformidad con la Regla 48.
- (4) La información privilegiada no deberá ser presentada al Secretariado responsable, a menos que la autoridad investigadora voluntariamente presente la información renunciando así al privilegio o que la información se presente para cumplir con una orden del panel.
- (5) La información gubernamental no deberá ser presentada ante el Secretariado responsable a menos que la autoridad investigadora, habiendo revisado la información gubernamental y, en su caso, previo agotamiento de otros procedimientos apropiados de revisión, determine que la información puede divulgarse.

Parte IV: Paneles (Regla 47)

Aviso de constitución del panel

47. Una vez concluido el proceso de constitución del panel, corresponde al Secretario responsable comunicar a los participantes y al otro Secretario implicado los nombres de los panelistas.

Parte V: Información confidencial e información privilegiada (Reglas 48-58)

Presentación y notificación en sobre sellado

48. (1) Los documentos que contengan información confidencial o información privilegiada y deban, conforme a estas Reglas, ser notificados o presentados al Secretariado en sobre sellado, deberán notificarse o presentarse de conformidad con esta Regla. Tratándose de promociones será aplicable la Regla 60.

- (2) Los documentos presentados o notificados en sobre sellado deberán:
 - (a) separarse de los demás documentos;

- (b) marcarse con claridad de la siguiente manera:
 - (i) tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en Canadá,
 - (A) con la inscripción "*Proprietary*", "*Confidential*", "*De nature exclusive*" o "*Confidentiel*" si el documento contiene información confidencial, y
 - (B) con la inscripción "*Privileged*" o "*Protégé*" si el documento contiene información privilegiada,
 - (ii) tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en México,
 - (A) con la inscripción "Información Confidencial" si el documento contiene información confidencial, y
 - (B) con la inscripción "Información Privilegiada" si el documento contiene información privilegiada, y
 - (iii) tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos,
 - (A) con la inscripción "*Proprietary*" si el documento contiene información confidencial, y
 - (B) con la inscripción "*Privileged*" si el documento contiene información privilegiada; y
- (c) estar contenidos en:
 - (i) envoltura interna y externa opacas en caso de ser presentado o notificado de forma física, o
 - (ii) una portada, en caso de ser presentado o notificado de forma electrónica.
- (3) La envoltura interna o portada a que se refiere el párrafo (2)(c) deberá indicar:
 - (a) que contiene información confidencial o información privilegiada, según sea el caso; y
 - (b) el número de expediente asignado por el Secretariado para la revisión ante el panel.

49. La presentación o la notificación de información confidencial o de información privilegiada ante el Secretariado no implica renuncia alguna al carácter confidencial o privilegiado de dicha información.

Autorización de Acceso a la Información Confidencial

50. (1) El representante legal acreditado o la persona contratada por él o bajo su control o dirección que deseen la divulgación de información confidencial en un procedimiento de revisión ante un panel, deberán presentar una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial. Dicha solicitud deberá presentarse de la manera siguiente:

- (a) ante el Secretariado responsable, dos copias; y
- (b) ante la autoridad investigadora, el original y las copias adicionales solicitadas por ella.

(2) La Solicitud de Acceso a la Información Confidencial a que se refiere el párrafo anterior será notificada:

- (a) a las personas que figuren en la lista para efectos de notificación cuando la Solicitud de Acceso a la Información Confidencial sea presentada antes de vencer el plazo para presentar un Aviso de Comparecencia en la revisión ante un panel; y
- (b) en los demás casos y de conformidad con la Regla 29(1), a todos los participantes con excepción de la autoridad investigadora.

(3) Se podrá hacer uso de medios electrónicos para satisfacer los requerimientos de notificación y presentación de los párrafos (1) y (2).¹

51. (1) Antes de asumir su encargo, los panelistas, sus asistentes, el estenógrafo, el intérprete y el traductor deberán presentar al Secretario responsable una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial, ya sea de forma física o electrónica².

(2) Corresponderá al panelista, asistente, estenógrafo, intérprete o traductor que modifique una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial presentar al Secretariado responsable una copia de la modificación.

(3) Cuando conforme a la regla 19 (1) la autoridad investigadora reciba una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial o una modificación a la misma, deberá dictar una

¹ Para mayor certeza, la autoridad investigadora de México podrá verificar la autenticidad de la Solicitud y de los documentos presentados de forma electrónica de conformidad con la Regla 50(1)(b).

² Para mayor certeza, la sección mexicana del Secretariado verificará la autenticidad de la Solicitud y de los documentos presentados de forma electrónica.

Autorización de Acceso a la Información Confidencial o, en su caso, la modificación a la misma que corresponda.

52. Dentro de los 30 días siguientes a la presentación de una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial de conformidad con la regla 50(1), la autoridad investigadora notificará a la persona que la presentó:

- (a) la Autorización de Acceso a la Información Confidencial; o
- (b) por escrito, las razones por las que niega la Autorización de Acceso a la Información Confidencial.

53. (1) Cuando la autoridad investigadora:

- (a) niegue la Autorización de Acceso a la Información Confidencial al representante legal acreditado o a la persona contratada por él o bajo su control o dirección; o
- (b) expida una Autorización de Acceso a la Información Confidencial en términos inaceptables para el representante legal acreditado;

el representante legal acreditado podrá presentar ante el Secretariado responsable una petición incidental solicitando que el panel revise la decisión de la autoridad investigadora.

(2) Cuando, habiendo considerado la decisión de la autoridad investigadora a que se refiere el párrafo (1), el panel decide que debe expedirse o modificarse la Autorización de Acceso a la Información Confidencial, el panel lo notificará al representante de la autoridad investigadora.

(3) Cuando, tratándose de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos, la autoridad investigadora se niegue a cumplir la notificación referida en el párrafo (2), el panel podrá dictar cualquier orden que considere justa de acuerdo con las circunstancias del caso, incluyendo una orden impidiendo a la autoridad investigadora esgrimir ciertos alegatos de defensa o una orden tachando determinados alegatos de sus promociones.

54. (1) Corresponde a la persona que obtenga una Autorización de Acceso a la Información Confidencial de conformidad con las disposiciones de la autoridad investigadora, presentar copia de ella al Secretariado responsable.

(2) En el supuesto de revocación o modificación de una Autorización de Acceso a la Información Confidencial por la autoridad investigadora, corresponderá a esta última notificar al Secretariado responsable y a todos los participantes el Aviso de Revocación o Modificación.

55. La persona que obtenga una Autorización de Acceso a la Información Confidencial podrá:

- (a) acceder al documento que contenga información confidencial; y
- (b) siempre que se trate de un representante legal acreditado, obtener copia del documento que contiene la información confidencial previo pago de una cuota apropiada y recibir la notificación de promociones que contengan esa información confidencial.

Información privilegiada

56. (1) La petición incidental para la divulgación de un documento del expediente administrativo que contenga información privilegiada deberá precisar:

- (a) las razones por las cuales la divulgación del documento es necesaria para la preparación del caso del solicitante; y
- (b) el fundamento legal de la petición y la motivación de la divulgación.

(2) La autoridad investigadora que tenga la intención de responder deberá hacerlo dentro de los 10 días siguientes a la presentación de la petición incidental a que se refiere el párrafo (1) y en los siguientes términos:

- (a) presentando el testimonio de un funcionario empleado por ella en el sentido de que, habiendo examinado el documento, ha determinado que su divulgación implica la divulgación de información privilegiada; y
- (b) el fundamento legal de su respuesta y los motivos concisos para oponerse a la divulgación.

(3) Una vez examinadas la petición incidental y la respuesta a que se refieren los párrafos (1) y (2) respectivamente, el panel podrá ordenar:

- (a) que el documento no sea divulgado; o
- (b) que la autoridad investigadora presente al Secretariado responsable dos copias del documento en sobre sellado.

(4) En el supuesto de una orden en los términos del inciso (3)(b), el panel deberá elegir dos panelistas que sean abogados de profesión y que sean, respectivamente, nacionales de cada una de las partes implicadas.

(5) Corresponde a los dos panelistas seleccionados conforme al párrafo anterior:

- (a) examinar el documento *in camera*; y

- (b) de existir, comunicar su decisión al panel.
- (6) La decisión a que se refiere el párrafo (5)(b) tendrá el carácter de orden del panel.
- (7) Cuando los dos panelistas seleccionados conforme al párrafo (4) no llegaren a una decisión, corresponderá al panel:
 - (a) examinar el documento *in camera*; y
 - (b) dictar una orden respecto a la divulgación del documento.
- (8) Cuando la orden a que se refieren los párrafos (6) o (7)(b) es en el sentido de que el documento no debe divulgarse, el Secretario responsable deberá devolver todas las copias del documento a la autoridad investigadora mediante notificación en sobre sellado.

57. Tratándose de la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos o Canadá, cuando conforme a la Regla 56 se conceda la divulgación del documento corresponderá al panel:

- (a) limitar la divulgación a:
 - (i) las personas que deban tener acceso al documento para comparecer ante el panel,
 - (ii) las personas que, para efectos administrativos y para permitir el funcionamiento del panel, deban tener acceso al documento (e.g. el personal del Secretariado, el estenógrafo, los intérpretes y los traductores), y
 - (iii) los miembros del Comité de Impugnación Extraordinaria que, conforme a las Reglas de Procedimiento del Comité de Impugnación Extraordinaria establecidas de conformidad con el Anexo 10-B.3(2) (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) del Tratado, requieran acceso al documento;
- (b) dictar una orden que identifique por nombre, título o puesto a las personas con derecho a acceder al documento, permitiendo además el acceso ulterior por nuevos representantes legales acreditados, por miembros de un Comité de Impugnación Extraordinaria y, en su caso, por los asistentes de éstos últimos; y
- (c) Corresponderá a la Autoridad Investigadora expedir una Autorización de Acceso a la Información Confidencial en relación con el documento correspondiente, en los términos de la orden del panel.

Violación de una Autorización de Acceso a la Información Confidencial

58. Corresponderá al panel referir los alegatos de violación de una Solicitud de Acceso a la Información Confidencial o de una Autorización de Acceso a la Información Confidencial hechos valer por una persona, a la autoridad investigadora para su investigación y, cuando proceda, imponer una sanción, de conformidad con la sección 77.034 del *Special Import Measures Act*, y sus reformas, sección 777(f) del *Tariff Act of 1930*, y sus reformas, o el artículo 93 de la *Ley de Comercio Exterior*.

Parte VI: Procedimiento escrito (Reglas 59-68)

Forma y contenido de las promociones

59. (1) Toda promoción presentada en la revisión ante un panel deberá contener la siguiente información:

- (a) el nombre y número de expediente asignado por el Secretariado a ese procedimiento de revisión;
- (b) el título, breve y descriptivo, de la promoción;
- (c) el nombre de la Parte, de la autoridad investigadora o de la persona interesada que presenta el documento;
- (d) el nombre del representante legal acreditado de la Parte, de la autoridad investigadora o de la persona interesada;
- (e) el domicilio para oír y recibir notificaciones definido en la Regla 5; y
- (f) el número telefónico y dirección de correo electrónico del representante legal acreditado referido en el inciso (d) o, tratándose de una persona interesada que no tenga representante, el número telefónico y dirección de correo electrónico de esa persona interesada.

(2) Toda promoción presentada en la revisión ante un panel deberá estar escrita en papel de 216 milímetros por 279 milímetros (8.5 X 11 pulgadas). El texto deberá estar impreso, mecanografiado o reproducido de manera legible en un solo lado del papel, con un margen izquierdo de aproximadamente 40 milímetros (1.5 pulgadas) y a doble espacio. Las citas de más de 50 palabras deberán aparecer en interlineado simple y con sangría. Las notas de pie de página, títulos, listas, cuadros, gráficas, apéndices y columnas de cifras deben presentarse de manera legible. Los memoriales y sus anexos deberán estar encuadrados a lo largo del margen izquierdo.

(3) Cuando una promoción sea presentada de forma electrónica, dicha promoción deberá contener un formato tal que, cuando sea impresa, cumpla con los requerimientos del párrafo anterior.

(4) Toda promoción deberá estar firmada, ya sea de forma física o electrónica, por el representante del participante o, cuando el participante no tenga representante, por el participante mismo.

60. (1) El participante que presente una promoción que contenga información confidencial, deberá presentar dos juegos de dicha promoción como sigue:

(a) un juego en el que se incluya la información confidencial deberá ser presentado en sobre sellado, y tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en:

(i) Canadá, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información confidencial y deberá marcarse con la palabra "*Proprietary*", "*Confidential*", "*Confidentiel*" o "*De nature exclusive*", la información confidencial deberá encerrarse en corchetes,

(ii) México, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información confidencial y deberá marcarse con la palabra "*Confidencial*", la información confidencial deberá encerrarse en corchetes, y

(iii) Estados Unidos, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información confidencial y deberá marcarse con la palabra "*Proprietary*", la información confidencial deberá encerrarse en corchetes; y

(b) otro juego que no contenga información confidencial será presentado a más tardar al día siguiente de aquél en que se presente el juego a que se refiere el párrafo (1)(a), y tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en:

(i) Canadá, deberá marcarse como "*Non-Proprietary*", "*Non-Confidential*", "*Non confidentiel*" o "*De nature non exclusive*",

(ii) México, deberá marcarse como "No confidencial", y

(iii) Estados Unidos, deberá marcarse como "*Non-Proprietary*";

En cada página de la cual se ha suprimido información confidencial se indicará el lugar de la supresión.

(2) El participante que presente una promoción que contenga información privilegiada, deberá presentar dos juegos de dicha promoción como sigue:

- (a) un juego en el que se incluya la información privilegiada deberá ser presentado en sobre sellado, y tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en:
 - (i) Canadá, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información privilegiada y deberá marcarse con la palabra "*Privileged*" o "*Protégé*", la información privilegiada deberá encerrarse en corchetes,
 - (ii) México, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información privilegiada y deberá marcarse con las palabras "Información Privilegiada", la información privilegiada deberá encerrarse en corchetes, y
 - (iii) Estados Unidos, deberá designarse como tal en la parte superior de cada página que contenga información privilegiada y deberá marcarse con la palabra "*Privileged*", la información privilegiada deberá encerrarse en corchetes; y
- (b) otro juego que no contenga información privilegiada será presentado a más tardar al día siguiente de aquél en que se presente el juego a que se refiere el párrafo (2)(a), y tratándose de la revisión de una resolución definitiva dictada en:
 - (i) Canadá, deberá marcarse como "*Non-Privileged*" o "*Non protégé*",
 - (ii) México, deberá marcarse como "Información No privilegiada", y
 - (iii) Estados Unidos, deberá marcarse como "*Non-Privileged*";

En cada página de la cual se ha suprimido información privilegiada se indicará el lugar de la supresión.

Presentación de memoriales

61. (1) Sin perjuicio de lo dispuesto por la regla 43(1), el participante que presente una Reclamación conforme a la Regla 44 o un Aviso de Comparecencia en los términos de la Regla 45(1)(d)(i) o (iii) deberá, dentro de los 60 días siguientes al vencimiento del plazo para la presentación del expediente administrativo previsto por la regla 46(1), presentar un memorial en el que motive los alegatos esgrimidos en su Reclamación.

(2) El participante que presente un Aviso de Comparecencia en los términos de la regla 45(1)(d)(i) o (iii) deberá, dentro de los 60 días siguientes al vencimiento del plazo para la

presentación de memoriales conforme al párrafo anterior, presentar un memorial en el que funde y motive su oposición a la Reclamación.

(3) El participante que presente un memorial conforme al párrafo (1), podrá presentar un memorial de contestación al memorial presentado de conformidad con el párrafo (2) dentro de los 15 días siguientes al vencimiento del plazo para la presentación de los memoriales previstos en el párrafo (2). Dicha contestación deberá limitarse a refutar el contenido del memorial presentado conforme al párrafo (2).

(4) Dentro de los 10 días siguientes al vencimiento del plazo previsto por el párrafo (3), los participantes deberán presentar al Secretariado responsable un anexo que contenga los precedentes judiciales citados en todos los memoriales a que se refieren los párrafos (1) a (3).

(5) Cualquier número de participantes podrán unirse en un solo memorial y cualquier participante podrá adoptar, por referencia, cualquier parte del memorial de otro participante.

(6) Cualquier participante podrá, sin comparecer a la presentación oral de argumentos, presentar un memorial escrito.

(7) Cuando en la revisión de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos se aborden cuestiones que pudieran estar relacionadas con la resolución definitiva de la otra autoridad investigadora respecto de los mismos bienes, ésta última podrá, en los términos del párrafo (2), presentar un memorial como *amicus curiae*.

No presentación de un memorial

62. (1) Tratándose de la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en Estados Unidos o Canadá, cuando un participante no presente un memorial dentro del plazo fijado para ello sin que se encuentre *sub iudice* el incidente a que se refiere la Regla 25, cualquier participante podrá pedir al panel que niegue a aquél el derecho de:

- (a) presentar argumentos orales en la audiencia;
- (b) ser notificado respecto de ulteriores promociones, órdenes o decisiones en la revisión ante el panel; o
- (c) recibir futuras notificaciones respecto del procedimiento de revisión ante el panel.

(2) El panel podrá, de oficio o petición de parte, ordenar que los participantes demuestren por qué la revisión ante el panel no debe ser desechada cuando:

- (a) dentro del plazo fijado para ello por estas Reglas, ningún demandante presente su memorial y ningún participante lo haga en su apoyo; y

(b) no se encuentre *sub iudice* el incidente a que se refiere la Regla 25.

(3) El panel dictará una orden desechando el procedimiento de revisión si, en los términos del párrafo (2), no se demuestra que ello no debe suceder.

(4) Cuando, dentro del plazo fijado para ello por la Regla 61(2), la autoridad investigadora no presente su memorial y ningún participante lo haga en su apoyo, el panel podrá dictar una decisión en los términos de la Regla 76(1).

Contenido de los memoriales y anexos

63. (1) Todo memorial presentado conforme a las reglas 61(1) o (2) estará dividido en 5 partes y deberá contener, en ese orden, la siguiente información:

Parte I:

- (a) Un índice; y
- (b) Una lista de las citas de las fuentes legales:

Deberán listarse todos los tratados, leyes y reglamentos que se citen, los principales precedentes judiciales (en orden alfabético) citados y todos los demás documentos mencionados en el memorial, con excepción de los que consten en el expediente administrativo. La lista deberá indicar la página del memorial en que aparece la cita correspondiente y marcar, con un asterisco en el margen, los principales precedentes judiciales citados.

Parte II: Relación de hechos:

- (a) El memorial del demandante o de un participante que presente un memorial en los términos de la Regla 61(1) deberá contener una relación precisa de los hechos pertinentes;
- (b) El memorial de la autoridad investigadora o de un participante que presente un memorial en los términos de la Regla 61(2) deberá contener un pronunciamiento conciso de la autoridad investigadora o del participante respecto de la relación de hechos del memorial a que se refiere el párrafo anterior, incluyendo una relación adicional concisa de hechos que considere pertinentes; y
- (c) En los memoriales, la referencia a material probatorio que conste en el expediente administrativo deberá identificar la página y, cuando sea posible, la línea citada.

Parte III: Cuestiones en litigio:

- (a) Esta parte del memorial del demandante o de un participante presentado en los términos de la Regla 61(1) deberá contener una exposición concisa de las cuestiones en litigio; y
- (b) Esta parte del memorial de la autoridad investigadora o de un participante que presente un memorial en los términos de la Regla 61(2) deberá contener un pronunciamiento de la autoridad investigadora o del participante respecto de cada cuestión en litigio.

Parte IV: Argumento legal:

Esta parte deberá contener los alegatos legales de quien suscriba el memorial, relacionando de manera concisa los puntos de derecho con las cuestiones en litigio. En esta parte deberán identificarse las citas pertinentes a las fuentes legales y al expediente administrativo.

Parte V: Puntos petitorios:

Esta parte deberá precisar, de manera concisa, las pretensiones de quien suscribe el memorial.

(2) Los párrafos de que consten las partes I a V del memorial podrán ser numerados de manera consecutiva.

(3) El memorial de contestación presentado de conformidad con la Regla 61(3) deberá incluir un índice y una lista de los precedentes judiciales citados, identificando los principales.

Anexos

64. (1) Las fuentes legales del memorial deberán incluirse en anexo. El anexo contendrá un índice y deberá organizarse de la siguiente forma: copia de todos los tratados, leyes y reglamentos que se citen, los principales precedentes judiciales (en orden alfabético) citados y todos los demás documentos mencionados en el memorial, con excepción de los que consten en el expediente administrativo.

(2) El anexo a que se refiere la Regla 61(4) deberá ser integrado por un participante que presentó un memorial de conformidad con la Regla 61(1) y que haya sido designado para ello por todos los demás participantes que presentaron un memorial. Cada participante que presentó un memorial conforme a la Regla 61(2) deberá proporcionar al participante designado una copia de los precedentes judiciales más importantes citados en su memorial y que no hayan sido citados en ningún otro memorial presentado conforme a la regla 61(1). Corresponde al participante que presente un memorial conforme a la regla 61(3) proporcionar al participante designado una copia de los precedentes judiciales más importantes citados en su memorial y que no hayan sido citados en ningún otro memorial presentado conforme a la regla 61(1) o (2).

(3) El costo de recopilar el apéndice será cubierto en partes iguales por todos los participantes que presenten memoriales.

Incidentes

65. (1) Los incidentes se inician con la presentación de una petición incidental escrita (formulario modelo proporcionado en el Anexo), a menos que por las circunstancias, ello sea innecesario o poco práctico.

(2) La petición incidental y cualquier testimonio que la apoye deberán acompañarse con una propuesta de orden dirigida al panel (formulario modelo proporcionado en el Anexo) y deberán presentarse al Secretariado responsable con un comprobante de notificación a todos los participantes.

(3) La petición incidental deberá contener:

(a) el nombre y número de expediente asignado por el Secretariado al procedimiento de revisión y un título que describa brevemente el motivo de la petición;

(b) la pretensión del promovente;

(c) los puntos sometidos a discusión, incluyendo cualquier regla, punto de derecho o precedente judicial que se pretenda invocar y una breve relación de los argumentos que motiven la petición; y

(d) de ser necesario, la referencia al material probatorio que conste en el expediente administrativo identificado por página y, cuando sea posible, por línea citada.

(4) El carácter *sub iudice* de un incidente no supone alteración alguna a los plazos establecidos en estas Reglas ni a los fijados en las órdenes o decisiones del panel.

(5) La petición incidental consentida por todos los participantes se reputará Petición Consentida.

66. Sin perjuicio de lo dispuesto por las Reglas 25(2) y 80(5), y de que el panel ordene otra cosa, el participante que desee responder a una petición incidental deberá hacerlo dentro de los 10 días siguientes a la presentación de dicha Petición.

67. (1) El panel podrá resolver el incidente con base en las promociones presentadas.

(2) El panel podrá escuchar alegatos orales o, sin perjuicio de lo dispuesto por la Regla 31(b), ordenar que el incidente se ventile en conferencia telefónica o videoconferencia con los participantes.

(3) El panel podrá desechar un incidente antes de la presentación de la contestación a la petición incidental.

68. Cuando un panel decide escuchar alegatos orales o cuando, conforme a la Regla 67(2) ordena que un incidente se ventile en conferencia telefónica o videoconferencia, corresponderá al Secretario responsable, por instrucciones del presidente, fijar y notificar a todos los participantes la fecha, hora y lugar para la celebración de la audiencia incidental.

Parte VII: Audiencias (Reglas 69-73)

Lugar

69. El procedimiento oral de la revisión ante un panel se llevará a cabo en la oficina del Secretariado responsable o en cualquier otro lugar proporcionado por éste.

Reunión previa a la audiencia

70. (1) El panel podrá ordenar la celebración de una reunión previa a la audiencia. Corresponderá al Secretario responsable notificarlo a todos los participantes.

(2) Cualquier participante podrá solicitar que el panel convoque una reunión previa a la audiencia mediante la presentación ante el Secretariado responsable de una solicitud escrita indicando los asuntos que propone tratar en la reunión.

(3) El propósito de la reunión previa a la audiencia será facilitar el desarrollo expedito de la revisión ante el panel. En ella se podrán tratar asuntos como:

- (a) la aclaración y simplificación de las cuestiones en litigio;
- (b) el procedimiento a seguir durante la audiencia; y
- (c) los incidentes pendientes.

(4) Sin perjuicio de lo dispuesto por la Regla 31(b), la reunión previa a la audiencia podrá celebrarse mediante conferencia telefónica o videoconferencia.

(5) Sin demora después de la reunión previa a la audiencia el panel dictará una orden con su decisión sobre los asuntos considerados en ella.

Audiencia

71. (1) El panel dará inicio a la audiencia dentro de los 30 días siguientes al vencimiento del plazo fijado por la Regla 61(3) para la presentación del memorial de contestación. Corresponde al Secretario responsable, por instrucciones del panel, notificar a todos los participantes la fecha, hora y lugar de la audiencia.

(2) Las intervenciones orales se sujetarán a los límites de tiempo establecidos por el panel y, salvo que el panel ordene otra cosa, ocurrirán en el siguiente orden:

- (a) primero, los demandantes y cualquier participante que haya presentado un memorial total o parcialmente en apoyo de alguna Reclamación;
- (b) después, la autoridad investigadora y cualquier participante distinto del referido en el inciso anterior que haya presentado un memorial en oposición a una Reclamación
- (c) finalmente y a discreción del panel, la réplica.

(3) Si un participante no se presenta a la audiencia, el panel escuchará a los presentes. Si no se presenta ningún participante, el panel podrá dictar su decisión basándose en los memoriales.

(4) Los alegatos verbales esgrimidos a favor de un participante, en caso de una presentación incidental o de una audiencia, deberán ser dirigidos por su representante legal acreditado. El participante no representado intervendrá en su propio nombre.

(5) Las intervenciones orales se limitarán a las cuestiones en litigio.

Audiencia in camera

72. Cuando durante la audiencia se presente información confidencial o información privilegiada, el panel sólo permitirá que estén presentes las siguientes personas:

- (a) quien presente la información confidencial o la información privilegiada;
- (b) quien tenga acceso a la información confidencial o a la información privilegiada conforme a una Autorización de Acceso a la Información Confidencial o por orden del panel;
- (c) tratándose de información privilegiada, quien tenga acceso a ella en virtud de una renuncia al carácter privilegiado de la información; y
- (d) los funcionarios y el representante de la autoridad investigadora.

Precedentes judiciales supervenientes

73. (1) El participante que haya presentado un memorial podrá invocar ante el panel:
- (a) antes de concluir la audiencia, un precedente judicial relevante para la revisión;
 - (b) después de la audiencia y antes de que el panel rinda su decisión:
 - (i) un precedente judicial publicado después de la audiencia, o
 - (ii) con autorización del panel, un precedente judicial relevante para la revisión del cual el representante legal acreditado tuvo conocimiento después de la audiencia;

Para ello, el participante presentará al Secretariado responsable una solicitud escrita precisando la referencia del precedente judicial, la página de su memorial con la cual se relaciona y, en una página de explicación concisa, la relevancia del precedente.

(2) La solicitud a que se refiere el párrafo anterior deberá ser presentada sin demora después de la emisión del precedente judicial que se invoca.

(3) Cualquier participante podrá, dentro de los 5 días siguientes a la presentación de una solicitud conforme al párrafo (1), presentar una contestación concisa de una extensión no mayor a una página.

Parte VIII: Decisiones y fin de la revisión ante el panel (Reglas 74-80)

Ordenes, decisiones y terminación

74. Corresponderá al Secretario responsable tramitar que toda decisión del panel dictada conforme a la Regla 76(1) sea publicada en la publicación oficial de las Partes implicadas.

75. (1) El panel podrá, a petición incidental de algún participante, dictar una orden desechando el procedimiento de revisión.

(2) El procedimiento de revisión ante el panel concluye cuando algún participante presente una petición incidental de terminación de la revisión, ésta sea consentida por todos los participantes y se presente un testimonio de la concurrencia de todos los participantes, o cuando todos los participantes presenten sendas Peticiones Incidentales solicitando dicha terminación. Si el panel ha sido designado, los panelistas quedarán liberados de su encargo.

(3) Se considerará terminada la revisión ante un panel al día siguiente del vencimiento del plazo establecido conforme a la Regla 44(1) siempre que no haya sido presentada una

reclamación dentro del tiempo establecido. El Secretariado responsable emitirá un aviso a fin de poner fin a la revisión por el panel.

76. (1) La decisión del panel se dictará por escrito y estará motivada. Conforme a lo dispuesto por el Artículo 10.12.8 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado, deberá dictarse dentro de los 90 días posteriores a la audiencia y deberán acompañarse a la decisión del panel las opiniones disidentes o concurrentes de los panelistas. Generalmente, la decisión del panel será comunicada al mediodía de la fecha en que se rindió.

(2) El panel deberá notificar a los participantes y a las Partes implicadas sobre cualquier retraso en la emisión de su decisión.

Revisión por el panel de actos en devolución

77. (1) Corresponderá a la autoridad investigadora presentar al Secretariado responsable, dentro del plazo fijado para ello por el panel, un Informe de Devolución que precise los actos realizados como consecuencia de la devolución por el panel.

(2) Si la autoridad investigadora ha complementado el expediente administrativo durante la devolución:

- (a) deberá presentar al Secretariado responsable, de forma física o electrónica, dentro de los 5 días siguientes al de presentación del Informe de Devolución, un índice que identifique todos los documentos que integran el expediente complementario de devolución, acompañado del comprobante de notificación del índice al representante legal acreditado de cada participante, o cuando un participante no tenga representante, al participante mismo, una copia de los documentos no privilegiados listados en el índice;
 - (b) los participantes que tengan la intención de impugnar el Informe de Devolución deberán, dentro de los 20 días siguientes al de presentación del índice y del expediente complementario de devolución, presentar un escrito en ese sentido; y
 - (c) la contestación al escrito referido en el inciso anterior por parte de la autoridad investigadora, y por parte de cualquier participante que la apoye, deberá presentarse dentro de los 20 días siguientes al último previsto para la presentación del escrito de oposición al Informe de Devolución.
- (3) Si la autoridad investigadora no complementa el expediente durante la devolución:
- (a) los participantes que tengan la intención de impugnar el Informe de Devolución deberán, dentro de los 20 días siguientes al de presentación de dicho Informe,

presentar un escrito en ese sentido; y

- (b) la contestación al escrito referido en el inciso anterior por parte de la autoridad investigadora, y por parte de cualquier participante que la apoye, deberá presentarse dentro de los 20 días siguientes al último previsto para la presentación del escrito de oposición al Informe de Devolución.

(4) Tratándose de la revisión ante un panel de una resolución definitiva dictada en México, el panel deberá ignorar el escrito de un participante presentado conforme a los párrafos (2)(b) o (3)(a) cuando dicho participante se haya abstenido de presentar un memorial conforme a la Regla 61.

(5) De no presentarse escritos conforme a los incisos (2)(b) o (3)(a) dentro del plazo fijado para ello y si no se encuentra *sub iudice* ningún incidente conforme a la Regla 25, el panel deberá dictar una orden confirmando el Informe de Devolución de la autoridad investigadora. El panel dictará esta orden dentro de los 10 días siguientes al vencimiento del plazo fijado para la presentación de los escritos a que se refieren los incisos (2)(b) o (3)(a) o dentro de los 10 días siguientes al de la fecha en que se niegue la petición incidental prevista por la Regla 25, lo que suceda más tarde.

(6) En caso de impugnación del Informe de Devolución, el panel, dentro de los 90 días siguientes al de presentación del Informe de Devolución, dictará una decisión escrita de conformidad con la regla 76(1). Dicha decisión podrá confirmar el Informe de Devolución o devolverlo a la autoridad investigadora.

78. Cuando fije la fecha de entrega del Informe de Devolución por la autoridad investigadora, el panel tomará en consideración, entre otros, los siguientes factores:

- (a) la fecha fijada para la presentación del Informe de Devolución de la otra autoridad investigadora respecto de los mismos bienes; y
- (b) el efecto que el Informe de Devolución de la otra autoridad investigadora pueda tener sobre las deliberaciones de la autoridad investigadora para rendir su Informe Final de Devolución.

Revisión de órdenes y decisiones

79. En cualquier momento durante el procedimiento de revisión, el panel podrá corregir una orden o decisión en que aparezcan errores mecanográficos o que resulten de un descuido accidental o de una imprecisión u omisión.

80. (1) Los participantes podrán, dentro de los 10 días siguientes de aquél en que el panel rinda su decisión, presentar una petición incidental solicitando la corrección de algún descuido accidental, o de alguna imprecisión u omisión. La petición incidental deberá precisar:

- (a) el descuido, la imprecisión o la omisión correspondiente;
 - (b) la pretensión del promovente; y
 - (c) de ser posible, si otros participantes concurren con la petición incidental.
- (2) La petición incidental a que se refiere el párrafo anterior sólo podrá fundarse en:
- (a) la discordancia entre la decisión y su motivación; o
 - (b) algún descuido accidental o en alguna imprecisión u omisión por parte del panel.
- (3) La petición incidental a que se refiere el párrafo (1) no deberá contener argumentos hechos durante el procedimiento de revisión ante el panel.
- (4) No habrá audiencia en relación con la petición incidental a que se refiere el párrafo (1).
- (5) Salvo que el panel lo ordene conforme al inciso (6)(b), los participantes no presentarán contestación a la petición incidental presentada de acuerdo con el párrafo (1).
- (6) Dentro de los siete días siguientes a la presentación de la petición incidental conforme al párrafo (1), el panel deberá:
- (a) resolver el incidente; u
 - (b) ordenar diligencias para mejor proveer.
- (7) La decisión o mandato a que se refiere el párrafo anterior podrá tomarse por mayoría de tres panelistas.

Parte IX: Fin de la revisión ante el panel (Reglas 81-89)

Fin de la revisión ante el panel

81. (1) Sin perjuicio de lo establecido por el párrafo (2), cuando el panel:
- (a) desecha el procedimiento de revisión conforme a las Reglas 62(3) o 75(1);

- (b) rinde una decisión conforme a la Reglas 76(1) o 77(6) que constituyen el último acto en el procedimiento de revisión; o
- (c) dicta una orden conforme a la Regla 77(5);

ordenará al Secretario responsable que, al decimoprimer día siguiente, expida un Aviso de Acción Final del Panel (formulario modelo proporcionado en el Anexo).

(2) De presentarse una petición incidental en los términos de la Regla 80(1) respecto de la decisión a que se refiere el párrafo (1)(b), el Secretario responsable deberá expedir el Aviso de Acción Final del Panel el día en que el panel:

- (a) resuelva el incidente de manera definitiva; o
- (b) al ordenar al Secretario responsable que expida el Aviso de Acción Final del Panel, niegue la petición incidental.

82. De no presentarse Solicitud para un Comité de Impugnación Extraordinaria, el Secretario responsable publicará un Aviso de Terminación de la Revisión ante el Panel en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas. Dicho aviso surtirá efectos:

- (a) el día en que concluya el procedimiento de revisión ante el panel conforme a la Regla 75(2); o
- (b) en cualquier otro caso, al día siguiente a aquél en que venza el plazo establecido conforme a las Reglas 41(1) y 41(2)(a) de las Reglas de Procedimiento del Comité de Impugnación Extraordinaria establecidas de conformidad con el Anexo 10-B.3(2) (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) del Tratado.

83. En caso de presentación de una Solicitud para un Comité de Impugnación Extraordinaria, el Secretario responsable deberá publicar un Aviso de Terminación de la Revisión ante el Panel en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas. Dicho aviso surtirá efectos al día siguiente del día referido por las Reglas 68 o 69(a) de las Reglas de Procedimiento del Comité de Impugnación Extraordinaria establecidas de conformidad con el Anexo 10-B.3(2) (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) del Tratado.

84. Los panelistas quedan liberados de su encargo el día en que surta efectos el Aviso de Terminación de la Revisión ante el Panel, o el día en que un Comité de Impugnación Extraordinaria anula la decisión de un panel conforme a la Regla 69(b) de las Reglas de Procedimiento del Comité de Impugnación Extraordinaria establecidas de conformidad con el Anexo 10-B.3(2) (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) del Tratado.

Suspensión del procedimiento

85. El procedimiento ante el panel será suspendido y dejarán de correr los plazos cuando un panelista esté incapacitado para cumplir con su encargo, sea recusado o muera. La suspensión concluye y comienzan a correr los plazos cuando sea designado un panelista sustituto conforme a los procedimientos establecidos por el Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales) del Tratado.

86. Cuando un panelista sea recusado, muera o quede incapacitado para cumplir con su encargo después de la audiencia, el presidente podrá ordenar que, después de la designación del panelista sustituto y en los términos que considere apropiado, se repitan las actuaciones anteriores.

87. (1) Una Parte podrá, previa presentación ante el Secretariado responsable de una solicitud en los términos del Artículo 10.13.11(a)(ii) (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) del Tratado, pedir la suspensión del procedimiento de revisión ante un panel.

(2) La Parte que presente una solicitud conforme al párrafo anterior, deberá notificarlo por escrito y sin demora a la otra Parte implicada y al otro Secretariado implicado.

(3) Al recibir una solicitud hecha conforme al párrafo (1), el Secretario responsable deberá:

- (a) inmediatamente notificar por escrito a todos los participantes la suspensión del procedimiento ante el panel; y
- (b) publicar un aviso de suspensión del procedimiento ante el panel en la publicación oficial de las Partes implicadas.

88. Al recibir un dictamen positivo respecto a alguna de las causales especificadas en el Artículo 10.13.1 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) del Tratado, corresponderá al Secretario responsable de los procedimientos de revisión referidos en el Artículo 10.13.11(a)(i) (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) del Tratado:

- (a) notificarlo inmediatamente por escrito a todos los participantes en dichos procedimientos de revisión; y
- (b) publicar un aviso del dictamen positivo en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas.

89. (1) La Parte que tenga la intención de suspender la aplicación del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado conforme al Artículo 10.13.8 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) o Artículo 10.13.9 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) del Tratado, procurará notificarlo por escrito a la otra Parte implicada y a los Secretarios implicados por lo menos 5 días antes de la suspensión.

(2) Al recibir la notificación a que se refiere el párrafo anterior, los Secretarios implicados publicarán un aviso de suspensión en las publicaciones oficiales de las Partes implicadas.

Anexos (Formularios de procedimiento)

Revisión ante un Panel Binacional de conformidad con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹

EN MATERIA DE:
(Título de la resolución definitiva)

AVISO DE INTENCIÓN DE INICIAR LA REVISIÓN JUDICIAL

En virtud del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado, se le notifica que

(nombre de la persona interesada que presenta la notificación)

se propone iniciar una revisión judicial ante

(nombre del tribunal)

de la resolución definitiva mencionada a continuación. La siguiente información se proporciona en virtud de la Regla 38 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12):

1. _____
(Nombre de la persona interesada que presenta esta notificación)
2. _____
(Nombre del abogado de la persona interesada, si lo hubiera)
3. _____

(La dirección de servicio, según lo establece la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12, incluyendo la dirección de correo electrónico, si la hubiere)
4. _____
(El número de teléfono y dirección de correo electrónico del abogado de la persona interesada o el número de teléfono y dirección de correo electrónico de la persona interesada si no estuviera representada por un abogado)
5. _____
(El título de la resolución definitiva objeto del Aviso de Intención de iniciar la Revisión Judicial)
6. _____
(La autoridad investigadora que emitió la resolución definitiva)
7. _____
(El número de expediente de la autoridad investigadora)
8. a) _____
(La mención y la fecha de publicación de la resolución definitiva en el *Federal Register*, *Canada Gazette*, o *Diario Oficial de la Federación*); o
b) _____
(Si la resolución definitiva no fue publicada, la fecha en que la otra Parte recibió la resolución definitiva)

Fecha

Firma del abogado (o persona
interesada, si no está representada
por un abogado)

**Revisión ante un Panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹**

EN MATERIA DE:
(Título de la revisión ante el panel)

No. de Expediente

SOLICITUD DE REVISIÓN ANTE UN PANEL

En virtud del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado, se solicita por este medio la revisión ante un panel de la resolución definitiva mencionada a continuación. La siguiente información se proporciona en virtud de la Regla 39 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12):

1. _____
(Nombre de la Parte o de la persona interesada que presenta esta solicitud para la revisión ante un panel)

2. _____
(Nombre del abogado de la Parte o de la persona interesada, si lo hubiera)

3. _____

(La dirección de servicio según lo establece la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12, incluyendo una dirección de correo electrónico, si la hubiere)

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

4. _____
(El número de teléfono y dirección de correo electrónico del abogado de la Parte o de la persona interesada o el número de teléfono y dirección de correo electrónico de la persona interesada si no estuviera representada por un abogado)
5. _____
(El título de la resolución definitiva con relación a la cual se solicita la revisión ante un panel)
6. _____
(La autoridad investigadora que emitió la resolución definitiva)
7. _____
(El número de expediente de la autoridad investigadora)
8. a) _____
(La mención y fecha de publicación de la resolución definitiva en el *Federal Register*, *Canada Gazette* o *Diario Oficial de la Federación*); o
- b) _____
(Si la resolución definitiva no fue publicada, la fecha en que la otra Parte recibió la resolución definitiva)
9. La Lista de Servicio, según la define la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12.

Fecha

Firma del abogado (o persona interesada, si no está representada por un abogado)

**Revisión ante un Panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹**

EN MATERIA DE:
(Título de revisión ante el panel)

No. de Expediente.

RECLAMACIÓN

1. _____
(Nombre de la persona interesada que presenta la solicitud)

2. _____
(Nombre del abogado que representa a la persona interesada, si lo hubiere)

3. _____

(La dirección de servicio según lo establece la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12), incluyendo una dirección de correo electrónico, si la hubiere)

4. _____
(El número de teléfono y dirección de correo electrónico del abogado de la persona interesada o el número de teléfono y dirección de correo electrónico de la persona interesada si no estuviera representada por un abogado)

5. _____
Declaración de la naturaleza precisa de la reclamación
(Véase Regla 44 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12)

A. La Norma Aplicable de la revisión

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

B. Alegatos de errores de hecho o de derecho

C. Impugnaciones a la jurisdicción de la autoridad investigadora

6. Declaración del derecho de la persona interesada a presentar una reclamación en virtud de la Regla 44 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12

7. Para revisiones de paneles de resoluciones emitidas en Canadá :

a) El demandante se propone usar el idioma especificado a continuación en los alegatos y procedimientos orales (especifique uno)

_____ inglés

_____ francés

b) El demandante solicita interpretación simultánea en los procedimientos orales (especifique uno)

_____ inglés

_____ francés

Fecha

Firma del abogado (o
persona interesada, si no
está representada por un abogado)

**Revisión ante un Panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹**

EN MATERIA DE:
(Título de revisión ante el panel)

No. de Expediente.

AVISO DE COMPARECENCIA

1. _____
(Nombre de la autoridad investigadora o de la persona interesada que presenta el Aviso de Comparecencia)

2. _____
(Nombre del abogado de la autoridad investigadora o de la persona interesada, si la hubiere)

3. _____

(La dirección de servicio según lo establece la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12), incluyendo una dirección de correo electrónico, si la hubiere)

4. _____
(Número de teléfono y dirección de correo electrónico del abogado de la autoridad investigadora o de la persona interesada, o el número de teléfono y dirección de correo

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

electrónico de la persona interesada si no está representada por un abogado)

5. Este Aviso de Comparecencia se hace para:

_____ apoyar algunos o la totalidad de los alegatos hechos en la Reclamación presentada;

_____ impugnar algunos o la totalidad de los alegatos hechos en la Reclamación presentada; o

_____ apoyar algunos de los alegatos hechos en la Reclamación e impugnar otros.

6. Declaración del derecho que asiste la persona interesada de solicitar un Aviso de Comparecencia en virtud de la Regla 45 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12

7. Para Avisos de Comparecencia solicitados por la autoridad investigadora

Declaración de la autoridad investigadora concerniente cualesquiera admisiones con respecto a los alegatos hechos en la Reclamación

8. Para revisiones ante paneles de resoluciones dictadas en Canadá:

a) El demandante se propone usar el idioma especificado a continuación en los alegatos y procedimientos orales (especifique uno)

_____ inglés

_____ francés

b) El demandante solicita interpretación simultánea en los procedimientos orales (especifique uno)

_____ Si

_____ No

Fecha

Firma del abogado (o persona
interesada si no está representada
por un abogado)

**Revisión ante un Panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹**

EN MATERIA DE:
(Título de la revisión ante el panel)

No. de Expediente:

PETICIÓN INCIDENTAL

(Título descriptivo indicando el propósito de la petición incidental)

1. _____
(El nombre de la autoridad investigadora o de la persona interesada que presenta la petición incidental)

2. _____
(Nombre del abogado de la autoridad investigadora o de la persona interesada, si no lo hubiere)

3. _____

(La dirección de servicio según lo establece la Regla 5 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12), incluyendo una dirección de correo electrónico, si la hubiere)

4. _____
(Número de teléfono y dirección de correo electrónico del abogado de la autoridad

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

investigadora o de la persona interesada, o el número de teléfono y dirección de correo electrónico de la persona interesada si no está representada por un abogado)

5. Especifique el asunto solicitado
6. Especifique las razones de la disputa, incluidas las referencias a cualquier regla, cuestión de derecho, o autoridad legal en las que se puedan fundamentar dichas razones
7. Argumentos en apoyo de la petición incidental, incluidas las referencias a cualquier evidencia en el registro administrativo por página y, donde proceda, por línea
8. Se adjunta proyecto de resolución (Véase Regla 65 y Formulario (6) de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12)

Fecha

Firma del abogado (o persona
interesada, si no está representada
por un abogado)

**Revisión ante un Panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO ¹**

EN MATERIA DE:
(Título de la revisión ante el panel)

No. de Expediente

ORDEN

Tras la consideración de la petición incidental _____,
(asunto solicitado)

presentada en representación de _____, y de todos los
(participante que presenta la petición)

demás documentos y procedimientos del presente, por la presente se

RESUELVE que la petición se _____

Fecha		Nombre del panelista
		Nombre del panelista
		Nombre del panelista
		Nombre del panelista
		Nombre del panelista

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.

**Revisión ante un panel Binacional de conformidad
con el Artículo 10.12 del TRATADO¹**

EN MATERIA DE:
(Título de la revisión ante el panel)

No. de Expediente

AVISO DE ACCIÓN FINAL DEL PANEL

Bajo instrucciones del Panel,

de conformidad con la Regla 81 de las Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) del Tratado (Reglas de Procedimiento del Artículo 10.12),

SE NOTIFICA por medio de la presente que el Panel ha llevado a cabo su acción final en el asunto mencionado anteriormente.

Este aviso surte efectos el _____

Fecha de
emisión

Firma del Secretario
responsable

¹ “Tratado” significa el T-MEC, CUSMA, USMCA.